NUMERO 616 PRIX : 5 F OCTOBRE 1975

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

L'AUTOGESTION : NON DES PAROLES, DES ACTES

Dans la charrette qui la menait à la guillotine, Madame Roland s'est écriée : « O Liberté, que de crimes on commet en ton nom » ! Si, dans une conjoncture fort improbable, l'un des chantres actuels de la fameuse autogestion devait aller au martyre dans un cul de basse-fosse d'une Loubianka française, singeant la pauvre Manon (née Philippon, épouse Roland) il pourrait s'écrier à son tour, en la parodiant : « ô autogestion, que de conneries on a écrites en ton nom ? ».

Il y a toujours une pinte de bon sang à se faire lorsque l'on entend des énarques frais émoulus de leur fabrique de ministres tous azimuts, faire semblant de comprendre quelque chose à l'autogestion.

par Albert LEMIRE

En écrivant cela je pense plus aux futurs ministres de la Gauche unie (tu parles !) qu'à ceux déjà défraîchis de la majorité actuelle. Ils ne parlent déjà plus du tout de la Participation chère à De Gaulle.

Pour être objectif, reconnaissons que le P.C. a en horreur l'autogestion et que l'Etat Moloch est son seul but. Certes la sensiblerie de certains jeunes socialistes pour l'autogestion n'est nullement antipathique, mais ils en parlent comme un aveugle de naissance peut parler des couleurs.

Expliquons-nous.

Prenons un exemple assez récent, celui de chez Lip, le plus typique. Le ministre du Développement, industriel de l'époque, Charbonnel, dans une interview exclusive recueillie par Michel-P. Hamelet, proposait le 18 août 1973 de transformer l'établissement en coopérative ouvrière (*Figaro* 18-19 août 73). Il avait le beau rôle en soulignant que des responsables gauchistes de l'établissement sur les planches en prônait l'autogestion.

Qu'avons-nous vu ? une savante stratégie de dérobade enrobée de hautes considérations théoriques. Cependant le dominicain Ravenel (le fait a été écrit noir sur blanc dans « *Match* ») avait, en recélant et

DANS CE NUMERO

en tenant à la disposition des grévistes les montres qu'il cachait pour la vente, permit la prolongation de la grève-occupation.

Félicitons Ravenel, un bon Père en l'occurrence, dans le fil de l'Evangile. Alors, aurait-il été plus déshonorant de mettre au pied du mur M. Charbonnel et ses offres d'arrangement pour le démarrage de la coopérative ouvrière ?

Parler, phraser, pontifier sur l'autogestion, c'est beau devant des auditoires habitués à beaucoup applaudir, mais œuvrer dans la réalité concrète, c'est tout autre chose.

Exactement comme si l'on prétendait apprendre à nager sans jamais se mouiller un poil. Je ne suis guère marxiste, mais le barbu et chevelu Karl avait bien raison d'affirmer que toute expérience pratique valait mieux que cent programmes dogmatiques.

Le grand argument mis en avant en août 73, c'était que l'on devait rentrer chez Lip tous ensemble. Il n'en fut rien. Il fallait un patron ! J'enrage de la malhonnêteté de tous ceux qui font croire que les alouettes tomberont toutes rôties dans le bec des travailleurs le jour où ils géreront à leur compte.

Rien n'est donné d'avance. Tout est à conquérir et durement. Si l'autogestion est seulement un truc nouveau de propagande pour en mettre plein la vue au public des meetings, je crie très fort : A bas l'autogestion ! Mais si elle est la volonté d'une élite de techniciens de collaborer avec les plus modestes travailleurs pour prouver que la conception patronale et étatique du travail doit être remplacée par un humanisme de la production, Bravo !

Certes, si Lip avait connu une vocation coopérative, le personnel aurait dû passer par des difficultés prévisibles, mais il aurait témoigné réellement des capacités ouvrières à se passer du patron. Pour en revenir à l'argument du réembauchage, par exemple chez Grandin à Montreuil-sous-Bois, les communistes acceptent, après une longue occupation, le réembauchage graduel avec de nouveaux patrons en radio-télévision. Le patronat n'est pas chiche de candidats à fournir, l'Etat aidant. Comment voir la différence ? L'Etat aidant des patrons ou l'Etat aidant des travailleurs ? Elle existe si toujours ces derniers se refusent à se passer du « singe » en toute circonstance et le réclamant. Ah ! que Lénine avait-il raison au début de la Révolution d'Octobre pour ce qu'il écrivait dans la « Pravda » du 28 octobre 1918 : *Nous devons introduire immédiatement le travail aux pièces (ô horreur que je partage chers lecteurs).*

Nous devons essayer toute suggestion scientifique et progressive du système Taylor (Re-horreur !). Le Russe est un ouvrier médiocre en comparaison de celui des nations plus avancées et cela ne pouvait pas être autrement sous le régime du Czar et de ce qui restait du féodalisme. L'autorité des Soviets doit présenter au peuple, dans toute sa clarté, ce problème de savoir comment travailler. Le dernier mot du capitalisme à cet égard, le système Taylor, aussi bien que toutes les mesures progressives prises par le capitalisme, a combiné la cruauté raffinée de l'exploitation bourgeoise avec un certain nombre d'acquisitions scientifiques de grande valeur dans l'analyse des mouvements mécaniques nécessités par le travail. Il a ainsi éliminé les mouvements superflus et inutiles, déterminé les meilleurs procédés de travail, les meilleurs de comptabilité et de contrôle. La République des Soviets doit adopter toute avance technique qui présente un caractère scientifique et offre quelque valeur. La réalisation du Socialisme sera déterminée par notre réussite dans la combinaison du règne des soviets et de l'organisation des soviets avec les plus récents progrès réalisés par le capitalisme. Nous devons introduire en Russie l'étude et l'enseignement du nouveau système Taylor ainsi que son essai et son adaptation pratique ».

Qui dit mieux pour provoquer une tempête de protestations ? Et cependant, c'est du Lénine !

Cela dit, j'affirme mon admiration entière pour un certain John Fritz à qui l'on doit une grande part dans le développement des procédés qui aboutirent au système Bessemer pour la fabrication de l'acier. Il avait l'habitude, pour vérifier sommairement ses idées, de faire fabriquer une machine embryonnaire et s'écriait « *Maintenant les gars, la voilà, finie. Mettons-la en route pour voir pourquoi elle ne marche pas ?* »

Ah ! qu'il serait utile de saisir toute occasion pour mettre en branle l'autogestion, non pas sur le papier, ni dans un flot de salive, savantasse, mais dans la réalité. Les coopératives de production dans le cadre de la société actuelle ont au moins un mérite immense malgré leurs vices : elles prouvent la marche en marchant (même si cette marche est boiteuse). Si pour réaliser le socialisme il faut attendre que le dernier idiot soit convaincu de sa nécessité, que la conjoncture économico-sociale soit parfaite, idéale, on risque de continuer pendant fort longtemps encore les sempiternels défilés qui servent surtout d'alibi.

Je ne voudrais pas terminer cet article autrement que par une note relativement drôle : Maspero, l'éditeur de tout ce qui touche à la Révolution, vient de fermer boutique au quartier latin. Parmi l'une des causes de son échec commercial figure le vol, sport auquel se livrait un énorme essaim de gens qui « piquaient » des livres sans payer. L'autogestion, c'est aussi éviter le parasitisme sous n'importe quelle forme. Il y a quelques années un film financé par Bloch-Dassault et écrit, réalisé par un ex-jeune anarchiste de talent (Jean Yanne pour ne pas le nommer) s'intitulait « Tout le monde il est beau ! tout le monde il est gentil ! ».

Ce n'est pas vrai hélas ! Et l'autogestion ne tombe pas du ciel.

« Les deux tiers de l'humanité peuvent encore éviter de traverser l'âge industriel s'ils choisissent dès à présent un mode de production fondé sur un équilibre post-industriel — celui-là même auquel les nations surindustrialisées vont être acculées par la menace du chaos. »

(**Ivan Illich** — « la Convivialité » — Editions du Seuil.)

APRÈS LE CONGRÈS DU S.N.I. A SAINT-ÉTIENNE

Le S.N.I. est le plus important des syndicats de la F.E.N. La F.E.N. rassemble 48 syndicats différents. Il est utile, de temps en temps, pour remettre les choses au point, de le rappeler et de réfléchir sur certaines caractéristiques de cette organisation syndicale.

Alors que la C.G.T. éclatait en 1947 et que la division syndicale — maintenue par principe par la C.F.T.C. et puis par la C.F.D.T. — devenait générale, alors que le monde du travail s'installait dans un pluralisme dont nous mesurons tous les jours les effets néfastes, la F.E.N. et le S.N.I. **refusaient la scission.**

Au sein du S.N.I., depuis la scission syndicale, subsistent des tendances représentant les différents courants de pensée du monde ouvrier. Ces courants s'affrontent, durement parfois, mais ils se retrouvent unis dans une organisation syndicale puissante et efficace. Le maintien de l'unité de l'organisation est un souci permanent des responsables élus.

Cette particularité, dans le monde du travail, a deux corollaires qu'il ne faut pas négliger :

1° Le S.N.I. rassemble dans ses rangs 85 % des travailleurs du secteur qui le concerne. Nous ne connaissons pas beaucoup de syndicats qui peuvent afficher un tel pourcentage de syndicalisation. Lorsque le S.N.I. s'exprime, il peut le faire au nom de plus de 300.000 instituteurs et P.E.G.C. Cela lui confère une audience incontestable que beaucoup lui envient.

2° Le S.N.I. a pu conserver intact et renforcer le réseau d'œuvres mutualistes et coopératives qu'il a mis en place. Le caractère socialiste de ces réalisations (M.G.E.N., M.A.I.F., Assurances, SUDEL, etc...) ne devrait pas être négligé par ceux qui prennent en permanence la F.E.N. pour cible sous prétexte qu'elle refuse de sortir de la ligne claire d'indépendance syndicale qu'elle a toujours formulée.

Ceci étant dit, nous devons juger les déroulements du Congrès en pensant que le S.N.I., syndicat de masse, doit rechercher les moyens d'un fonctionnement démocratique et, d'autre part, que le S.N.I., syndicat d'enseignement, corporatiste comme cela se doit, doit refuser d'être isolé dans la lutte contre le capitalisme et pour l'instauration d'une société socialiste.

LA BATAILLE DES IDEES

Elle a été très dure. La tendance U.I.D. majoritaire, que certains journalistes dans une schématisation hâtive inexacte assimilent au Parti Socialiste, a défendu avec acharnement son rapport d'activité :

C'était relativement facile :

1° Le mandat du Congrès de Pau a été bien rempli :

• En ce qui concerne les salaires, les résultats acquis correspondent aux orientations définies :
— échelle mobile trimestrielle,
— progression du pouvoir d'achat,
— intégration de l'indemnité de résidence,
— suppression des zones de salaires,
— écrasement de la hiérarchie par la priorité donnée aux bas salaires,
— remise en ordre des échelles du A et du B.

Tous les arguments avancés contre la pratique des accords salariaux s'effritent à mesure que les enseignants constatent sur leur fiche de paie que les résultats négociés par la F.E.N. ne sont pas aussi dérisoires qu'on avait bien voulu le dire !...

• En ce qui concerne l'emploi, les négociations ont conduit à des résultats importants :

— la mise en place d'un plan de résorption totale de l'auxiliariat dans notre secteur, la disparition du corps des remplaçants, le passage de tous à l'E.N., la transformation de tous les traitements de remplaçants en traitements de titulaires mobiles (6.000 en 1975, 6.000 prévus au budget de 76... les promesses sont tenues) ;

— l'accord sur la disparition des situations précaires des maîtres du 1er cycle et l'uniformisation des situations administratives dans ce domaine (5.000 intégrations acquises en 75) ;

— les discussions sur les grilles d'ouverture de classes qui, au moment du Congrès, ont permis d'annoncer que le chiffre de créations en maternelle passerait de 50 à 40 et qu'un premier contingent de 900 postes frais était créé dans ce but (la situation a évolué depuis !).

Ce sont des acquis que, sans exagérer, on peut qualifier de révolutionnaires, parce qu'ils remettent en question le système actuel.

2° Le Secrétaire général faisait pour l'avenir des propositions unitaires (elles ont toutes été acceptées par la majorité du Congrès) :

— améliorer l'efficacité de l'action syndicale par la recherche, avec les autres organisations, des conditions de la réunification du mouvement syndical (proposition d'un colloque pour l'unité syndicale) ;

— proposer que l'ensemble des organisations syndicales mette en œuvre une action vigoureuse capable d'imposer une autre politique. Accord pour participer à toute initiative intersyndicale visant à étudier les possibilités des ripostes nécessaires face aux initiatives gouvernementales ;

— lancer une campagne massive de syndicalisation au niveau du Premier Cycle à l'adresse de tous ceux qui sont restés à l'extérieur de l'organisation ou qui ont gaspillé leurs forces dans des organisations catégorielles ;

— la mise au point d'une plate-forme unificative concernant tous les maîtres de l'école fondamentale (indice de l'instituteur spécialisé pour tous les instituteurs, retour dans le cadre B pour les P.E.G.C.) ;

— le lancement d'un mot d'ordre de refus des élèves au-delà du 35e dans les écoles maternelles.

LA POSITION DES MINORITES

Les minorités n'ont pas été très à l'aise pour combattre ce rapport moral. La minorité U et A dont les journalistes disaient qu'elle est proche du Parti Communiste, dont tous les dirigeants essentiels sont membres du Parti Communiste, et à qui nous n'avons jamais vu prendre une position différente de celle du P.C.F. ou de la C.G.T., cette minorité donc a combattu le R.M. avec vigueur. Elle en a été réduite, faute d'arguments, à utiliser des procédés propres à jeter le discrédit sur l'organisation. Par exemple, le chahut déclenché pour un motif futile qui a obligé le Président à interrompre les travaux du Congrès ; le soutien à une motion préjudicielle qui avait pour objectif de retirer de l'ordre du jour, au dernier moment, une question dont l'étude avait été fixée il y a deux ans au Congrès de Pau...

Il est facile de relever les points qui ont provoqué la nervosité des militants U.A. et les a conduits à perdre leur sang-froid (les membres du Bureau National U. et A. ont refusé d'assister au repas fraternel du Congrès !).

a) Le fait que le rapport moral était adopté à une majorité de 55,7 %, plus importante qu'à Pau ;

b) les rappels d'Ouliac sur l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis et des gouvernements (position vis-à-vis du Programme Commun) ;

c) les protestations contre les atteintes aux libertés au Portugal : (liberté de la presse : **Republica**, liberté syndicale, droits de tendances), respect des verdicts du suffrage universel.

Nous avons d'ailleurs ressenti, chez les militants U.A. un certain flottement qui nous incite à croire que l'attitude adoptée cette année n'est pas unanimement approuvée.

La minorité Ecole Emancipée (S.R.), celle qui se veut héritière du syndicalisme révolutionnaire, tout au long de ce Congrès, s'est comportée comme une alliée objective de la tendance U. et A.; toujours prête à mêler ses voix avec celles des communistes, pourvu que le S.N.I. soit condamné, ses positions dénaturées, ses militants discrédités... Non ! cette tendance, ou plutôt ce qu'il en reste, n'a plus rien à voir avec l'E.E. des anciens du S.N.I. Elle est un ramassis de tous les mécontents ; elle a une action purement négative : l'adhésion aux idées qu'elle développe doit conduire naturellement et honnêtement à la désyndicalisation. Son leader, M. Chauvet, recherche trop souvent dans ses développements, les propos outranciers qui choquent et provoquent. Son manque total de réalisme est évident ! (EE.RS propose la grève illimitée, reconductible, par l'assemblée des travailleurs de l'enseignement en grève).

La tendance Ecole Emancipée pour le Front Unique Ouvrier, animée par les membres de l'O.C.I. (Organisation trotskyste) a au contraire un comportement plus constructif. Elle conserve de profondes divergences d'appréciation avec la majorité U.I.D., mais elle la retrouve sur les thèmes essentiels : indépendance syndicale, construction du socialisme dans la liberté, union des forces de gauche dans la lutte contre le pouvoir, dénonciation du stalinisme et de ses séquelles, obstacles à la destruction du pouvoir en place. L'E.E. F.U.O. a voté en faveur du rapport moral et soutenu plusieurs des motions présentées par la majorité syndicale. Son leader, Landron, a tenu des propos que bon nombre de majoritaires pouvaient applaudir.

LES QUESTIONS DU CONGRES

Le Congrès de Saint-Etienne avait mis à son ordre du jour deux questions qui n'ont pas, c'est presque évident, rencontré l'accord de U.A.

1° **La recherche des conditions de la réunification syndicale** a conduit à des conclusions qui ramènent quelques années en arrière et sont en définitive très proches de celles qu'avaient lancées le PUM SUD (pour un mouvement syndical uni et démocratique) :

— un syndicat de masse est nécessaire ;

— un syndicat de masse est viable s'il est libre et indépendant des partis (non-cumul), s'il refuse de jouer le rôle de courroies de transmission ;

— il est viable s'il est accueillant à toutes les opinions diverses, c'est-à-dire si est admis le droit de tendances, le droit à la diversité, le droit de réunion, le respect des règles démocratiques (vote, représentation proportionnelle de l'administratif, homogénéité de l'exécutif).

Le rapprochement avec l'évolution de la situation au Portugal et la dénonciation des outrances de l'intersyndicale s'impose. Bien sûr, nos camarades U. et A. n'ont pas apprécié...

2° **L'harmonisation des règlements intérieurs du S.N.I. :**

Jusqu'à ce jour, dans chaque département, on procédait à la discussion et au vote selon des habitudes disparates : là, on vote par correspondance, ici, on vote à main levée en une Assemblée générale unique ; ici, on vote à main levée dans les Assemblées générales décentralisées... Bref, les résultats sont parfois contestables... et contestés.

Rappelons, pour situer le débat, que la corporation enseignante est particulièrement dispersée et que, dans un département moyen, comme la Loire par exemple, il y a environ un millier d'écoles de tailles différentes dans lesquelles enseignent environ 70 % de femmes...

Ce que le Congrès a accepté, et qui devra être appliqué, ce que la tendance U.A. a qualifié d'inique, ce sont tout simplement les règles suivantes :

a) les votes sur le rapport moral national et départemental, le vote pour le renouvellement des bureaux nationaux et départementaux se feront désormais partout par correspondance après très large information et discussion ;

b) les votes nationaux et départementaux seront simultanés (tous les trois ans) ;

c) les bureaux administratifs départementaux seront élus à la proportionnelle.

Face à ces propositions, les militants U. et A. ont perdu leur sang-froid. Ont-ils à ce point peur d'une consultation large des syndiqués ?...

CONCLUSION

Congrès corporatiste ?... C'est vrai ! (mais quel syndicat n'est pas d'abord corporatiste ?). Quel mauvais instrument de défense ce serait si le Syndicat ne se préoccupait pas d'abord des intérêts de ses syndiqués !

Que le Congrès de Saint-Etienne ait donc parlé de la revalorisation de la fonction d'**instituteur,** qu'il ait recherché à améliorer les conditions de travail de **ses** adhérents, qu'il se soit réjoui de voir qu'une solution était acquise pour le règlement des problèmes de ses **auxiliaires :** il n'y a rien de condamnable : ce le serait si le S.N.I. en était resté là, mais les questions abordées au cours de ce Congrès ont marqué bien d'autres préoccupations.

Le S.N.I. n'acceptera pas de laisser ses adhérents isolés dans le combat d'ensemble de la classe ouvrière.

Ils sont fonctionnaires et ils sont prêts à des discussions et à des actions avec toutes les fédérations de fonctionnaires.

Ils sont travailleurs de l'enseignement et ils sont prêts à toutes les discussions débouchant sur des actions communes.

Le S.N.I. — depuis toujours — a choisi son camp. Face au pouvoir aux mains des gros capitaux et soucieux d'abord de gérer une économie dans laquelle les travailleurs ne sont pas concernés, le S.N.I., sans ambiguïté, se range du côté de ceux qui luttent et appellent de leurs vœux une société où règnent le socialisme et la liberté.

A ceux qui diront au S.N.I. que ces assises sont inefficaces et que le temps y est perdu en affrontements de tendances, nous citerons une phrase d'André Ouliac : « Il vaut mieux que nos débats de tendances, si âpres soient-ils, aient lieu dans la même salle, plutôt que d'assister à des monologues parallèles dans 3 ou 4 salles, dans 3 ou 4 villes de France ».

C'est bien comme cela que le comprennent l'énorme majorité des militants du S.N.I., chaque année plus résolus, plus organisés, plus convaincus que la voie choisie est la bonne.

Barthélémy BARLET,
Secrétaire section Loire S.N.I.

LE CHOMAGE DES ENSEIGNANTS

Une nouvelle rentrée scolaire vient d'avoir lieu et les mêmes problèmes que l'an passé sont à nouveau posés : effectifs pléthoriques des classes, chômage des enseignants. « On bourre les classes, on vide les profs », disent les enseignants gauchistes. C'est plus vrai cette année que ça ne l'a jamais été : selon le SGEN (CFDT) et le SNES (FEN), 8.000 auxiliaires étaient chômeurs dans le second degré à la rentrée. Pour Haby, il fallait diviser ce nombre par 4 et s'en tenir à 2.000 pour rester dans le vrai... Les chiffres de toutes façons sont accablants pour un ministre qui n'hésitait pas à promettre, par écrit, aux syndicats (mars 75) que tous les auxiliaires seraient réembauchés à cette rentrée. On sait ce que sont les promesses des ministres. Au terme d'un plan de titularisation concédé aux syndicats, tous les auxiliaires seront titularisés dans un délai de 5 ans... tous ceux qui n'auront pas été licenciés entre temps. Les syndicats de la FEN n'opposent à cette attaque gouvernementale de l'emploi que bien peu d'énergie : c'est une dégradation générale des conditions de travail qui résulte de cette situation.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

FRANCO L'ABOMINABLE

Dans notre dernier numéro, nous écrivions : « Franco tient la vie de deux hommes ». Incorrigibles innocents que nous étions ! Quand le numéro paraissait, Franco tenait onze vies. Il en a supprimé cinq. Ces lignes ne seront sans doute pas imprimées que d'autres meurtres seront venus grossir la liste interminable des victimes de ce chef terroriste que les canons et les avions de Hitler et de Mussolini ont mis sur le trône d'Espagne.

On a honte. Oui, on a honte ! On a honte parce qu'un moment on peut croire que ce bourreau est de la même espèce vivante que nous. Mais il suffit de le voir apparaître sur les écrans de nos téléviseurs. Jadis, c'était une figure seulement grotesque : un nabot ventripotent montrant sous son pompon la bêtise et la méchanceté associées. Donnez un peu de pouvoir et la bêtise, la méchanceté paraît aussitôt. Donnez-lui le pouvoir absolu, alors c'est la méchanceté absolue.

Aujourd'hui, quand ce qui reste de ce triste sire nous est montré fugitivement sur l'écran, l'image est insoutenable. Cela répugne comme une grossière obscénité. Cet être encore vivant décide de la vie ou de la mort de dizaines de jeunes gens que sa dictature a poussés aux moyens extrêmes en même temps qu'au sacrifice. Et il tient dans ses prisons pour autant qu'il durera des centaines de militants valeureux.

Les derniers crimes de Franco ont provoqué le déferlement d'une vague de réprobation, d'indignation, de mesures de représailles diplomatiques. Des gouvernements européens ont rompu pratiquement, mais non sans retour, leurs relations avec la bande terroriste installée depuis près de quarante ans à Madrid grâce au soutien armé du fascisme et de l'hitlérisme. Quant au gouvernement des Etats-Unis, leader de cette partie du monde, il s'est tu parce qu'il était en train de négocier le renouvellement du bail de ses bases militaires en Espagne.

Il y a d'ailleurs pas mal d'hypocrisie dans certaines protestations, dans ce besoin soudain de se dégager de toute responsabilité. Car enfin, si Franco est toujours là, alors que ses maîtres et complices ont sombré dans une guerre qu'ils avaient provoquée, n'est-ce pas parce que les vainqueurs ont voulu qu'il reste là comme une sinistre garantie ? Et certains de ces gouvernants et pontifes jouant aujourd'hui l'indignation ne sont pas purs de toute tache.

Maintenant, Franco vit son dernier temps. Il est long et encore tout ensanglanté. A sa violence d'Etat, répondra jusqu'à sa mort la violence des opposants à son régime. Ce 1er octobre, il a encore trouvé à Madrid une foule petite-bourgeoise pour l'acclamer. Des foules plus nombreuses et plus stupides acclamaient aussi Mussolini et Hitler.

Mais je lis qu'à la fin de cette manifestation, alors qu'un groupe défilait en scandant *« A bas l'Europe ! »*, une mère de famille madrilène, Madame Lopecino Alvarez, s'est écriée : *« C'est cela qui est une atteinte à l'ordre public ! »*. Echappant au lynchage, elle fut emprisonnée sur ordonnance du juge d'instruction du tribunal d'ordre public lequel prononça contre elle, avant tout procès, une amende de 8.000 F. Madame Lopecino est maintenant inculpée en application de l'article 10 du décret-loi « anti-terroriste » qui vise *« ceux qui, publiquement, de façon explicite ou déguisée, défendent ou encouragent les idéologies séparatistes ou communistes. »* Faut-il commenter ?

Mais ... ordre public, juge d'instruction, emprisonnement préalable ... cela nous ramène à un pays réputé plus libéral, plus démocratique, sinon moins hypocrite : le nôtre.

LE DIRECTEUR EN PRISON

Dans notre numéro d'avril, sous le titre : *Mourir en travaillant*, nous dénoncions la montée continue du nombre des accidents du travail, plus particulièrement de ceux qui entraînent la mort des ouvriers accidentés. Cette progression des morts au travail ne se ralentit pas, bien au contraire. Voici que la question de la responsabilité des « organisateurs » du travail vient d'être posée publiquement grâce à un jeune juge d'instruction de Béthune : il avait ordonné l'emprisonnement « préventif » du directeur de l'usine H.G.D., dans le Pas-de-Calais. Il l'avait inculpé d'homicide involontaire sur la personne d'un ouvrier travaillant à titre intérimaire, ou prétendu tel, dans son entreprise.

Que je dise d'abord quelle fut ma première réaction quand le journal télévisé m'informa, comme tout un chacun, de cette mesure. J'exprimais à haute voix ma désapprobation. Pourquoi ? Parce que les principes que l'on défend doivent être respectés dans tous les cas. Il ne convient pas de les défendre au seul bénéfice des personnes considérées comme de son monde, de sa classe, et de les rejeter quand il s'agit de personnes considérées comme socialement « autres », lesquelles d'ailleurs n'invoquent à leur tour ces principes que lorsqu'elles se trouvent exceptionnellement incriminées. Pour parler plus simplement et plus clairement, en reprenant la division sommaire entre « pauvres » et « riches », ceux-ci étant privilégiés, même juridiquement comme le prouvera encore la suite de cette affaire, les « pauvres » ne doivent pas refuser aux « riches » des règles de justice qu'ils revendiquent pour eux-mêmes.

Or, nous sommes contre les abus de la détention dite « provisoire ». Nous dénonçons à cet égard et dans de multiples cas, le pouvoir arbitraire du juge d'instruction. Bien que je ne mette pas un instant en doute la responsabilité du directeur de l'usine, responsabilité corroborée par le rapport de l'inspecteur du travail et par l'enquête de la CFDT, j'estimais abusif, huit mois après l'accident mortel, d'incarcérer ce directeur avant qu'il soit jugé et justement condamné.

On m'a fait aussitôt remarquer — et on a eu raison de le faire — que si la responsabilité de la mort de ce travailleur, écrasé entre deux wagons, avait pu être portée par un autre travailleur, un conducteur par exemple dont on aurait incriminé la négligence ou l'erreur, l'emprisonnement « provisoire » aurait été probablement immédiat. Et son arresta-

tion n'aurait pas soulevé tant de protestations, surtout de la part de la hiérarchie judiciaire jusque et y compris le ministre de la justice lui-même. Celui-ci n'a pas manqué de faire preuve d'une belle hypocrisie. Il a voulu rappeler que la détention provisoire devait être « exceptionnelle ». Tu parles ! Le nombre des détenus « provisoirement » incarcérés est actuellement de l'ordre de 14 000 et représente la moitié des personnes en prison. Pour une exception ! Ce qui était seulement exceptionnel, c'était d'y voir un directeur d'usine inculpé en raison d'un accident mortel dû à l'insécurité qui régnait dans l'atelier où travaillait la victime, insécurité déjà constatée et relevée, peu de temps avant, par l'inspecteur du travail.

Le juge d'instruction ayant invoqué « l'ordre public » pour justifier son ordonnance, le ministre s'étonne de ce motif. Le tout serait de s'entendre sur ce qu'est le respect de l'ordre public et de savoir si celui-ci n'est pas troublé quand les conditions générales de travail dans une usine mettent en danger permanent la vie de ceux qui y sont employés. D'ailleurs, l'article 144 du Code de procédure pénale prévoit d'autres motifs d'emprisonnement « provisoire », par exemple la possibilité pour l'inculpé de faire pression sur les témoins ou de supprimer des preuves du délit. Or, l'enquête aurait révélé que des aménagements ultérieurs sur le lieu du drame auraient eu pour but de déguiser les conditions qui existaient auparavant.

L'emprisonnement du directeur n'aura pas duré longtemps. Ce dont nous nous réjouissons pour lui et, peut-être, pour la bonne administration d'une justice pour laquelle la haute magistrature ne montre pas d'ordinaire tant de scrupule. Pour ce cas, la Chambre des mises en accusation, juridiction d'appel de l'ordonnance du juge d'instruction, s'est réunie « extraordinairement » et le directeur a quitté une prison qui aura été, pour lui en effet, très « provisoire ». Rien n'empêchera le bon peuple de dire, dans sa sagesse, « si ç'avait été moi... » Le directeur lui-même ne le contredira pas puisque, paraît-il, il a rencontré dans ses quelques jours de prison, des prévenus, non jugés, dont l'incarcération « provisoire » dure depuis un an et davantage ! Cette courte aventure l'instruira peut-être.

Elle devrait l'instruire en tout cas, et ses congénères avec lui, sur l'obligation qui leur est faite de placer la sécurité des hommes dans le travail au premier plan de leurs préoccupations, de l'inscrire aux premières lignes de leurs programmes. La suite de cette affaire, qui n'est pas juridiquement terminée, nous en apprendra peut-être davantage sur la manière dont la direction générale de l'entreprise comprenait sa responsabilité en ce domaine. Il y a d'ailleurs une affaire sous-jacente : celle qui doit élucider le rôle des marchands de main-d'œuvre intérimaire dont les bureaux se développent et dont la publicité est envahissante. Pourquoi le patronat a-t-il tant besoin de ces intermédiaires ?

Mais ne laissons pas là ce jeune juge d'instruction par qui le scandale est arrivé. Quoi que l'on puisse penser de la validité de son ordonnance, il faut lui rendre justice à lui aussi. Son éclat, entièrement justifié par l'enquête qu'il avait menée à l'usine H.G.D., sur les conditions d'insécurité qui y régnaient avant le drame et encore après, son éclat a enfin permis de rendre publics le grave problème des accidents du travail et celui qui lui est conjoint de la responsabilité des « managers ». Il lui a fallu un courage certain ; sa carrière semble bien compromise ; si les choses restent ce qu'elles sont, il n'a pas fini d'instruire à Béthune les dossiers de chapardage dans les magasins et de vols de bicyclette. Hommage à celui qui, en créant un scandale, en démasque un plus grand : celui de l'impunité des responsables d'accidents du travail et de la passivité des magistrats.

La magistrature française était une institution particulièrement conformiste et conservatrice, quand elle n'était pas franchement réactionnaire. Elle devait cela à son origine et à sa mentalité de classe. Dans l'ensemble, elle rendait une justice anti-populaire, disons anti-plébéienne. Il semble que cela soit en train de changer. Saluons les efforts difficiles de ces jeunes hommes qui veulent donner à leur fonction une nouvelle noblesse. Ils ébranlent l'une des institutions les plus caractéristiques de l'injustice sociale. Ils font plus pour le « changement de société » que tous les bons apôtres effarouchés.

DROIT AU TRAVAIL, DROIT AU METIER

C'est sur ces justes thèmes qu'a été organisée, le 4 octobre, par la C.G.T. et la C.F.D.T., la manifestation nationale pour l'emploi des jeunes. On nous permettra bien de rappeler encore que, dans notre numéro de mai, sous le titre *« Cinq cent mille jeunes sans boulot »*, nous posions la question brûlante de l'emploi et de la qualification professionnelle des jeunes.

Ce n'est pas par une vanité dérisoire que nous faisons plusieurs fois référence à ce que nous écrivons ici comme résultat de nos discussions. C'est pour faire preuve que nous ne retardons pas sur ce qu'on peut appeler « le mouvement réel » ; que, assez souvent, nous l'anticipons.

Oui, c'est un drame que ces centaines de milliers de jeunes citoyens qui n'ont parfois ni travail ni métier ; qui ont quelquefois un métier, mais pas de travail correspondant, ou bien qui auraient du travail s'ils avaient un métier.

Il est bon qu'une agitation rende sensible ce drame à tout le monde. Il convient aussi peut-être de proposer des moyens de la surmonter. Dans l'article que nous rappelions tout à l'heure, nous avons tenté de le faire. Il n'y a pas d'emplois pour les jeunes ? Eh bien ! il faut en créer, en créer spécialement. Mais si l'on n'a pas besoin d'eux ? Si le repli économique réduit le nombre des emplois nécessaires ? Je réponds : il n'y a sans doute pas besoin « économique » de création, disons : artificielle, d'emplois ; mais il y a besoin socialement nécessaire d'employer cette jeunesse, de la former techniquement aux tâches de production ou d'administration. En tout cas,. ces jeunes hommes et ces jeunes femmes ont besoin d'un travail socialement utile et la société est en faute si elle ne satisfait pas ce besoin. Qu'importe si la production du profit capitaliste n'en éprouve pas elle, immédiatement, le besoin !

J'ai eu la surprise d'entendre, à la télévision, M. François Ceyrac, « le patron des patrons », dire à peu près ceci : « il nous faudra embaucher des jeunes, même si *objectivement* nous n'en avons pas besoin ». C'est un écho que je n'attendais pas ; il prouve que le grand patronat sait voir autrement qu'à court terme.

L'emploi et la formation professionnelle des jeunes travailleurs sont un service public. C'est donc à

l'Etat, premier des patrons, de l'organiser. C'est à lui d'abord d'offrir des emplois dans les administrations publiques (dans l'Education Nationale et dans les P.T.T., il y en a toujours besoin), et dans tout le secteur nationalisé. Mais ce service doit être rendu obligatoire également pour les entreprises privées dont une des charges sociales est la formation technique des jeunes ouvriers manuels effectivement « revalorisée ».

Nous savons bien que cette très grave question sociale et ses solutions possibles soulèvent bien d'autres problèmes (en dehors même de leur financement) : celui de l'école en premier lieu, de sa liaison, de sa fusion avec l'industrie au sens large du terme. Les occasions ne nous manqueront pas d'y revenir, surtout si l'on nous y pousse à droite et à gauche.

Je veux terminer par une déclaration stupéfiante de naïveté : pour supprimer le chômage, il faut supprimer les chômeurs. Je me suis laissé dire que c'est comme cela qu'il n'y a pas de chômage dans les pays de socialisme d'Etat (c'est-à-dire de capitalisme d'Etat). Les moyens restent à discuter. Mais « la société libérale avancée » avouerait-elle son impuissance ? Ce serait tant pis pour elle.

R. GUILLORE.

OU EN EST F.O.-CONSOMMATEURS ?

Je reviens sur une question qui continue, à mon sens, d'être trop négligée : celle de l'action de défense des consommateurs qui doit compléter l'action pour la défense et l'amélioration du pouvoir d'achat, sous peine de voir celui-ci constamment remis en cause par la loi du profit.

Or, on assiste à ce paradoxe que le salarié, s'il se préoccupe beaucoup de ce qu'il gagne, se soucie peu du prix et de la qualité de ce qu'il achète. En effet, n'est-il pas absurde d'accepter, après des mouvements revendicatifs souvent longs et onéreux, que les augmentations de salaires si laborieusement obtenues soient invariablement absorbées par les hausses spéculatives des trafiquants aux différents échelons de la production et de la distribution ?

N'est-il pas aberrant que les falsifications des produits se fassent souvent avec la complicité, consciente ou non, des travailleurs ?

Certes, ce problème n'est pas totalement ignoré des organisations syndicales, et il arrive qu'il soit abordé dans les discussions de congrès et même qu'on y dénonce dans de véhémentes résolutions le cycle infernal salaires-prix. Mais il faut bien convenir que, la plupart du temps, les choses en restent là.

Je n'en veux pour preuve que l'expérience malheureuse tentée, il y a une quinzaine d'années, par des militants de plusieurs confédérations : Force Ouvrière, C.G.C. et C.F.T.C. (devenue C.F.D.T.) qui, se rendant compte que le consommateur ne se ferait rendre justice que par un combat énergique s'inspirant de celui des syndicats ouvriers, fondèrent l'OR-GE-CO (Organisation Générale des Consommateurs) avec la consécration de leurs organisations.

Un espoir était né qui fut vite déçu. Tandis que ses animateurs, presque tous bénévoles à part les nécessités administratives, se dépensaient avec de faibles moyens, publiant une revue bimestrielle qui témoignait de leurs efforts d'information et de défense du consommateur, par des essais comparatifs des produits alimentaires, appareils ménagers, etc., par la dénonciation de nombreux trafics délictueux à cet égard, et par des procès intentés et souvent gagnés contre les mystificateurs et les escrocs du commerce et de l'industrie, l'OR-GE-CO, mal soutenue par les centrales syndicales qui ne lui accordaient même que très rarement la publicité nécessaire pour faire connaître ses activités dans leurs organes professionnels, a toujours végété et est restée ignorée de la plupart des adhérents.

Dans cette même revue, cette innovation avait été signalée en son temps et l'on y est revenu à plusieurs reprises pour en marquer l'utilité, tout en ne rencontrant qu'un faible écho.

D'autres expériences du même genre ont été exposées dans ces colonnes, celle d'Edouard Leclerc, celle de l'O.R.C.O., l'Organisation des consommateurs d'Alsace qui mérite une mention spéciale. Constituée en 1961 avec le concours des syndicats et des comités d'entreprise, elle animait des groupes de quartier, formait des militants à la connaissance de l'hygiène des produits alimentaires et, par un contrôle rigoureux des prix dans les deux départements où s'étendait son influence, faisait trembler les mercantis. Souvent ceux-ci retrouvaient le matin, collée sur leur vitrine, une affichette illustrée, accusatrice : « Je vous ai à l'œil. Ici les prix ont augmenté ». Elle publiait un bimensuel, « Le Consommateur » qui tira jusqu'à 90.000 exemplaires, et avait créé, à Mulhouse, une Coopérative de consommation et d'équipement familial, la C.O.D.E.F., qui allait malheureusement sombrer en 1970, en pleine réussite, victime d'un détournement important de la part du directeur général. Depuis, la remontée a été difficile et, reprise sous une autre forme, l'organisation n'a encore pu retrouver son activité passée.

Quoi qu'il en soit de ces tentatives de grouper les consommateurs — parmi d'autres, aboutissant à une poussière d'organisations dispersées et parfois en conflit — elles ne semblent pas avoir suscité beaucoup d'intérêt parmi les militants les plus attachés à l'action revendicative sur le plan syndical.

C'est pourquoi a été saluée ici, l'année dernière, la naissance de F.O.-Consommateurs. Enfin, une organisation de masse prenait en main, après avoir quitté la déclinante OR-GE-CO, la cause des salariés-consommateurs en enrôlant d'un coup, moyennant un supplément de cotisation, tous les adhérents de ses syndicats dans la nouvelle organisation.

Son objet : Eduquer les consommateurs par des cours inclus dans la formation syndicale ; informer les consommateurs sur la qualité et les prix des produits et sur tous les problèmes des circuits de la distribution ; défendre les consommateurs devant les pouvoirs publics contre tous les abus et les tromperies.

Il semble, par cette heureuse initiative qui le mettait d'office dans le bain, qu'on a voulu forcer l'attention du syndiqué, du syndicaliste, cantonné dans la lutte salariale, sur les problèmes de la consommation.

De plus, les responsables de Force Ouvrière créaient avec les représentants du monde agricole (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et Centre national des jeunes agriculteurs) l'« Organisation commune de consommateurs travailleurs agriculteurs (O.C.C.T.A.) qui regroupe, selon un communiqué de F.O., « 1.800.000 adhérents, constituant ainsi la plus importante organisation de consommateurs de France ». Une telle masse d'adhérents, dont une bonne partie habituée à la lutte sociale laissait augurer des jours prometteurs.

Certes, les critiques n'ont pas manqué à propos de cette alliance « contre nature », particulièrement à l'égard de la F.N.S.E.A. groupant en son sein de petits et gros

exploitants dont certains, outre qu'ils mènent la vie dure à leurs salariés, pratiquent des techniques agricoles (pesticides, engrais, antibiotiques dans la nourriture animale, emploi frauduleux des implants hormonaux, chez les veaux, etc.) qui vont à l'encontre du but poursuivi. D'autre part, beaucoup d'entre eux, qui tonnent contre les intermédiaires, n'admettraient pas qu'on mette le nez dans leurs affaires pour vérifier la formation des prix de vente de leurs produits.

Bref, on attendait de la nouvelle organisation, venant apporter aux associations existantes un renfort appréciable, qu'elle s'inspire des méthodes qui avaient si bien réussi à l'O.R.C.O. en suscitant l'émulation, l'action directe de ses sections locales et départementales alliées aux groupements agricoles. Que n'a-t-on fait aussi appel au concours des Comités d'entreprise pour le contrôle de la production et le dépistage des fraudes et des altérations des produits.

Je ne voudrais pas revenir outre mesure sur ce que j'écrivais l'an dernier au sujet des responsabilités ouvrières dans la toxicité des produits alimentaires et autres, dans le gaspillage comme dans les artifices de fabrication pour réduire la durabilité des objets et matériels divers. Alors qu'il a fallu que les enzymes des lessives « biologiques » causent des accidents de santé aux ouvriers des usines de produits chimiques pour que les syndicats s'émeuvent, il n'est guère question pour eux d'amener les travailleurs à contrôler la qualité et la nocivité de ce qu'ils fabriquent.

A ma connaissance, peu de chose a été fait dans ce domaine pour la relance de la base et l'on peut dire qu'après dix-huit mois d'existence, la force potentielle de F.O.-Consommateurs, eu égard à ses possibilités et aux ambitions manifestées par ses animateurs, n'a pas fait d'étincelles.

Qui en parle dans le grand public, alors qu'on en est réduit à reproduire dans « F.O. magazine » les résultats d'essais comparatifs tirés de la revue « 50 millions de consommateurs » organe de l'Institut national de la consommation ? On a, certes, fait état de ventes « sauvages » dans plusieurs localités, de 2.580 relevés de prix dans les grandes et petites surfaces par des militants au cours d'une enquête qui a révélé des différences notables dans les prix pratiqués et la totale inopérance des décisions de blocage de la part du gouvernement sur lequel la pression des associations de consommateurs est négligeable.

On est loin de la grève des achats, des opérations de boycottage observées en certaines circonstances dans des pays comme l'Angleterre, l'Allemagne, voire les Etats-Unis, où l'ensemble des adhérents des organisations de consommateurs se chiffrant par millions, les fauteurs de hausses viennent vite à composition. En Angleterre, il suffit que la « Consumers' Association », dont la revue « Which » tire à 1.500.000 exemplaires, communique aux industriels en cause les tests pratiqués sur des matériels défectueux pour que ceux-ci, craignant d'être signalés aux trois millions de lecteurs de la revue, acceptent souvent de modifier leurs modèles dans le plus bref délai.

Pour terminer, j'ajouterai que si l'on se félicite à F.O. Consommateurs de l'entrée de l'un de ses représentants au Conseil d'administration de l'Institut national de la consommation (1), on devrait bien y défendre le droit d'accès sur les ondes à une large émission sur la consommation comme il en existe dans les autres pays d'Europe. Actuellement, seul l'Institut en question a pu obtenir six minutes d'émission sur chacune des deux chaînes (sur TF 1, le samedi à 18 h 40). Or, douze minutes par semaine, c'est notoirement insuffisant pour une désintoxication efficace contre six heures de publicité plus au moins mensongère dispersée çà et là insidieusement sur les deux chaînes.

Enfin, il va de soi qu'on ne saurait trouver dans ces quelques remarques aucune hargne envers les militants qui ont eu le mérite de lancer cette opération salutaire, mais au contraire le souci de voir leur œuvre se poursuivre dans les meilleures conditions. Comme eux, je reste convaincu que c'est cette action quotidienne s'exerçant sur tous les terrains ou s'opposent exploités et exploiteurs qui prépare à des actions plus décisives dont l'objectif ne doit jamais être perdu de vue !

N. FAUCIER,
Ex-adhérent de l'OR-GE-CO et de l'O.R.C.O.,
Adhérent de F.O. Consommateurs.

(1) L'Institut National de la consommation, créé en 1966, n'est pas une organisation de défense des consommateurs, mais un service public sous la tutelle du ministère des Finances. A ce titre, il donne des indications utiles sur les rapports qualité-prix, mais il sert aussi, par une information volontairement limitée, à canaliser les mécontentements.

LES CAHIERS DE SPARTACUS et LES ÉDITIONS SYNDICALISTES

vont publier un important ouvrage :

LES CINQUANTE ANS DE LA "RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE"

revue syndicaliste révolutionnaire

Un demi-siècle d'histoire ouvrière internationale

Depuis 1925 jusqu'à aujourd'hui, toutes les batailles d'idées, toute la lutte de classe vue à travers la vie d'une revue syndicaliste d'avant-garde où écrivirent de nombreux militants et penseurs.

Une brochure de 200 à 250 pages, préparée, présentée et rédigée par Alexandre CROIX, avec de nombreux textes et documents.

Prix de souscription : 18 F franco. (le prix après parution sera établi entre 22 et 25 F)

Amis de la « R.P. », militants de toutes tendances, syndicats et organisations, SOUSCRIVEZ DES MAINTENANT pour un ou plusieurs exemplaires aux *Editions Syndicalistes*, 21, rue Jean-Robert 75018 Paris.
C.C.P. 21764.88 PARIS

—A-b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

FRANCO A OSE. — Une bête sauvage blessée est plus dangereuse que jamais. Tel est le cas de la dictature espagnole. Contestée par tous, dans tous les milieux, elle semble bien près de sa fin. Mais elle se raidit, et elle frappe. Malgré les appels à la clémence venus du monde entier, Franco a envoyé cinq jeunes révolutionnaires au peloton d'exécution, après une parodie de procès. Il estime sans doute avoir été très généreux en remplaçant le sinistre supplice du garrot par la fusillade, et en graciant les six autres condamnés. Légère concession à l'opinion mondiale. Mais le sang des cinq martyrs répandu rend le régime plus odieux que jamais. Né dans un bain de sang, il s'apprête à mourir de même.

L'AFFAIRE CLAUSTRE. — A l'heure où j'écris ces lignes, le sort de Françoise Claustre, ethnologue et archéologue française retenue comme otage depuis dix-sept mois par les rebelles Toubous au Tchad, est encore bien incertain. Mais dans cette affaire, le gouvernement français a eu une grande part de responsabilité. Pourquoi est-il allé se mêler des affaires intérieures d'un pays indépendant, en soutenant le régime de Tombalbaye (assassiné depuis) contre les Toubous. De même, il avait quelques années plus tôt réprimé au Gabon une révolte contre Léon Mba. Par contre, il avait refusé au Congo de défendre Fulbert Youlou contre des révolutionnaires de tendance maoïste. Ainsi, au gré de ses intérêts économiques, le gouvernement français intervient ou n'intervient pas. Et c'est par représailles que les Toubous retiennent comme otage une ressortissante française. La France se trouve alors dans une situation bien difficile : satisfaire les exigences des rebelles, c'est se fâcher avec le gouvernement du Tchad. Ne rien faire et laisser fusiller Mme Claustre, c'est heurter les sentiments d'un public sensibilisé à l'extrême par une émission de télévision. Finalement, peut-on espérer que cela s'arrangera ? Mais il faut dire encore un mot : il est inadmissible que des révolutionnaires, quels qu'ils soient, jouent ainsi avec la vie humaine et la liberté d'une personne qui est allée dans leur pays dans un but désintéressé, et qui n'est en rien responsable de ce que fait le gouvernement de son pays.

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN. — Robert Fabre, leader des « radicaux de gauche », a été reçu par le Président de la République. Mitterrand déclare que cela ne regarde que lui et son parti, mais au fond il n'a pas l'air tellement content. Marchais fulmine. Mais pourquoi s'étonner de ce qu'un radical se sente plus près des gens au pouvoir que des partis ouvriers, même dégénérés ? Radicaux comme hommes de droite n'appartiennent-ils pas à la même classe bourgeoise ? En faisant alliance avec les premiers, les partis qui se vantent de représenter la classe ouvrière se sont exposés à se voir abandonnés par leurs partenaires bourgeois : souvenons-nous du Front Populaire et de Daladier ! C'est dans l'ordre des choses, et il n'y a pas lieu de s'en plaindre ou de s'en indigner.

D'autant plus qu'un de ces jours, nous verrons peut-être Marchais demander lui-même à être reçu à l'Elysée et y entraîner Mitterrand.

LA « JOIE DE LIRE » SURVIVRA-T-ELLE ? — Je suis passé devant la librairie Maspéro. J'ai trouvé les deux magasins fermés, les vitres recouvertes d'affiches indiquant que le personnel, en grève, occupait les locaux et les maintenait fermés pour éviter les provocations. Cette grève n'est pas dirigée contre Maspéro lui-même, qui a dû vendre, il y a quelques mois, son entreprise, ne pouvant venir à bout des difficultés sans nombre qui l'assaillaient : amendes, tracas de toutes sortes, vols de livres qui étaient devenus la règle dans cette maison où les voleurs savaient qu'on ne pouvait décemment faire appel à la police. Et les deux nouveaux acquéreurs veulent fermer au moins un des deux magasins définitivement. C'est contre cette décision que s'est insurgé le personnel, qui est bien décidé à poursuivre son mouvement tant qu'il le pourra. Faisons-lui au moins connaître notre approbation et notre sympathie. Le 30 septembre, le personnel a décidé de rouvrir les magasins et de les faire fonctionner. Il a besoin de notre soutien.

GUERRE CIVILE AU LIBAN. — Beyrouth en feu, des morts par centaines. Et ces tristes nouvelles viennent d'un pays qui était cité comme un exemple de tolérance au Moyen-Orient. Chrétiens contre Musulmans, dit-on. Oui, sans doute. Mais aussi et surtout, bourgeois contre prolétaires. Car Pierre Gemayel ne représente pas tous les chrétiens, mais la bourgeoisie commerçante de la région de Beyrouth. Tandis que les Musulmans sont en grande majorité des pauvres. Même situation qu'en Irlande du Nord, où nous devons être aux côtés des catholiques, non parce qu'ils sont catholiques, mais parce qu'ils sont des travailleurs pauvres, contre la bourgeoisie protestante, qui descend des colons installés par Cromwell.

Ce sont donc les musulmans, ou plutôt les adversaires de la Phalange, que nous devons soutenir au Liban, non par sympathie pour la religion musulmane, mais par solidarité de classe.

D'autant plus que la raison de l'affrontement, c'est l'attitude à l'égard des réfugiés palestiniens. Gemayel a trouvé un bon moyen de régler la question : qu'on les expulse du Liban, et qu'ils aillent se faire pendre ailleurs. Je suis persuadé que de nombreux chrétiens désapprouvent cette attitude, et qu'ils continueront de faire preuve de solidarité à l'égard des Palestiniens, tout comme leurs frères musulmans.

ENCORE SUR CRONSTADT. — Mais non, Oréal, je ne cherche pas à cacher quoi que ce soit, et il n'y a pas pour moi d'hommes providentiels. A Cronstadt, dans le feu de la guerre civile, s'est produit un mouvement insurrectionnel contre le gouvernement soviétique ; c'est du moins ainsi que ce dernier a jugé la situation. Aurait-il pu agir d'une autre façon, éviter par la discussion une effusion de sang ? Peut-être, je n'en sais rien. Mais même s'il s'est agi d'une tragique erreur, il me paraît injuste d'en rendre responsable le seul Trotsky, et aussi de ne voir de sa vie que cet épisode, alors qu'on y trouve bien autre chose : son rôle en 1905, en 1917, et la lutte qu'il a menée contre la dégénérescence stalinienne, et qui a été cause de son assassinat. Les révolutions, malheureusement, ont souvent engendré des luttes sanglantes entre révolutionnaires. On peut regretter les excès de la terreur de 1793-94, et en particulier le meurtre des Enragés, mais il ne faut pas voir seulement cela dans la vie de Robespierre, Couthon et Saint-Just.

Au lieu de nous dresser les uns contre les autres à propos du passé, ne ferions-nous pas mieux d'essayer de nous mettre d'accord sur les problèmes actuels, afin d'éviter que des affrontements dans le genre de celui de Cronstadt ne se reproduisent dans l'avenir.

SUR LES COLONIES DE PEUPLEMENT. — Ayant décidé une fois pour toutes d'éviter toute polémique personnelle, je ne répondrai pas aux attaques contenues dans un article du dernier numéro de la R.P. Sur les questions soulevées, la Palestine, l'Indochine, l'Afrique noire, les lecteurs savent ce que je pense. Je leur demande de juger mes idées d'après ce que j'écris moi-même, et non d'après ce qu'on en dit, ou d'après une citation isolée d'un contexte qui indiquait l'autre aspect du problème. Et si je parais aujourd'hui plus irréductible qu'il y a quelques années au sujet du Moyen-Orient (c'est exact), c'est parce qu'entre temps la situation s'y est considérablement détériorée. Et nous n'avons pas encore tout vu.

Mais il est un point sur lequel je crois utile de donner de plus amples explications, c'est celui des colonies de peuplement.

Au cours de l'Antiquité et du Moyen Age, les invasions, les brassages de peuples furent nombreux, et s'accompagnèrent de bien des souffrances. Mais il s'agit d'un passé lointain, qui a eu des aspects d'ailleurs très différents à bien des égards de ceux du colonialisme moderne, sauf dans une certaine mesure chez les Romains, et encore pas toujours.

Mais parlons de faits récents. Il y eut la colonisation de l'Amérique du Nord par les Européens. Elle fut une catastrophe pour les Indiens. Trompés, refoulés, parqués dans des réserves de plus en plus étroites, écartés de leurs terrains de chasse par les envahisseurs qui détruisaient à leur propre profit les troupeaux de bisons assurant jusque là leur subsistance, et finalement massacrés lorsqu'ils tentèrent de se révolter, tel fut leur sort. Le général Sheridan, qui les combattit, déclarait : « Les seuls bons Indiens sont les Indiens morts ».

Y eut-il des exceptions, c'est-à-dire des Blancs qui agirent loyalement à l'égard des Indiens ? J'en connais un exemple, celui des Quakers qui, fuyant l'Angleterre où ils étaient persécutés, s'installèrent dans le pays qu'ils appelèrent la Pennsylvanie, du nom de leur chef William Penn. Fidèles à leur principe de non-violence, ils ne voulurent pas combattre les Indiens par les armes, et s'entendirent avec eux au sujet du partage des terres. Je connais cette histoire, car, ayant fréquenté pendant quelque temps les réunions des Quakers lorsqu'adolescent je cherchais ma voie, je l'ai lue dans deux de leurs brochures : « Plumes guerrières » et « Un pays sans armée : la Pennsylvanie ». Mais en s'installant en grand nombre en Amérique, les Quakers contribuèrent comme les autres immigrants, quoique involontairement, à l'élimination des Indiens. Car où sont ceux qui autrefois peuplaient la Pennsylvanie ? Disparus, comme les autres.

Même processus en Australie, où les indigènes, peu nombreux, ont été refoulés dans le désert, et en Tasmanie, où ils furent tous massacrés.

En Nouvelle-Zélande, ce pays dont on vante les lois sociales avancées, il y eut répression de la révolte des Maoris, hommes doux et accueillants, qui pourtant cherchèrent à se défendre. Ceux qui survécurent dirent alors, découragés : « Comme le rat des Blancs a détruit notre rat (il s'agit du rat d'égout, venu dans les bateaux, qui a exterminé le rat noir du pays comme il l'avait à peu près fait en Europe), les Blancs nous détruiront ».

En Afrique du Sud, les Noirs Cafres étaient trop nombreux et trop coriaces pour être exterminés, aussi s'est-on borné à leur infliger l'odieux régime de l'apartheid, qui dure encore.

Ces exemples me poussent à affirmer que la colonie de peuplement est encore plus néfaste que celle d'exploitation pour les peuples qui en sont les victimes. Et le fait d'être ou ne pas être dans la ligne du marxisme à ce sujet ne m'impressionne pas. Je dis ce que je pense, sans me soucier d'orthodoxie.

AVIS AUTORISES SUR LA C.I.A. — « ...ces gens de la C.I.A. ne se contentent pas de faire des rapports au sujet des guerres et événements de ce genre, ils sortent de leur tâche et agissent à leur tête, et personne ne peut suivre la piste de ce qu'ils fabriquent. Ils dépensent des billions de dollars à semer des troubles pour avoir quelque chose à raconter. Il sont devenus... elle est devenue un gouvernement créé de toutes pièces par lui-même et entièrement secret. Ils ne rendent de comptes à personne. C'est une chose très dangereuse dans une société démocratique, et il faut y mettre fin. Le peuple a le droit de savoir ce que font ces oiseaux-là. »

De qui sont ces paroles ? Je vous le donne en mille. Elles sont de l'ancien Président Harry Truman, qui a lui-même créé la C.I.A. (Central Intelligence Agency), mais qui l'a regretté par la suite. Elles sont rapportées dans un livre paru aux Etats-Unis et intitulé « Plain speaking, an oral biography of Harry Truman », par Merle Miller. Je les ai traduites le plus exactement possible.

Et voici une citation, tirée d'une interview donnée à la revue américaine « Playboy » par Philip Agee, ex-agent de la C.I.A. Ici encore je traduis :

« On sait maintenant que la C.I.A. a 16.500 employés et un budget annuel de 750 millions de dollars. Mais ceci sans compter ses armées de mercenaires, ses affaires commerciales subsidiaires. Dans l'ensemble, l'agence emploie ou subventionne des centaines de milliers de gens et dépense encore plus de billions chaque année. Même son budget officiel est secret : il est dissimulé dans ceux des agences fédérales. Personne ne dit au Congrès ce que dépense la C.I.A. De par la loi, la C.I.A. n'a pas de comptes à rendre au Congrès. Pas pour quoi que ce soit ».

Philip Agee a écrit un livre sur les actions entreprises par la C.I.A. dans le monde, mais il n'a pas trouvé d'éditeur aux Etats-Unis. La traduction française a paru chez Maspéro.

Après cela, on dira que ceux qui soupçonnent la C.I.A. d'être pour quelque chose dans les troubles du monde sont des maniaques.

Jacques GALLIENNE.

EN PREPARATION :

SOUS LA FORME D'UNE FORTE BROCHURE BIEN PRESENTEE

un ouvrage de **Nicolas FAUCIER :**

LE MOUVEMENT OUVRIER AUX CHANTIERS NAVALS DE SAINT-NAZAIRE

La monographie d'un des foyers de la lutte ouvrière en France ; une étude historique et sociologique.

Prix de souscription : 15 F

Souscrivez **dès maintenant** aux **EDITIONS SYNDICALISTES**

C.C.P. 21764-88 PARIS

A BAS LE NATIONALISME !

Quelques réflexions à propos de la dernière partie de la chronique de Gallienne sur « la lutte des minorités nationales ».

D'abord, je n'aime pas cette expression de « minorté nationale ». Tout ce qui est « national » m'est depuis longtemps resté en travers du gosier. Rien n'est mien de ce qui n'est que national, avec tout ce que ce qualificatif comporte d'esprit de domination et de conquête. Quand des troupes révolutionnaires se lèveront au cri de « A bas la Nation ! », — ce ne sera pas demain la veille ! — je tâcherai d'être là.

La France n'est pour moi que l'étendue incertaine et fluctuante de territoires très dissemblables sur lesquels se sont assouvis, avec plus ou moins de réussite, les appétits de Clovis, des Capétiens et de quelques autres aventuriers sanglants, avant ou après. Alors que les provinces, les régions, les terroirs, si divers, si différents par leurs paysages urbains et campagnards et leurs peuplements qui, en tout ou en partie, composent la France, comme le Quercy de mon enfance ou le Roussillon où je finis mes jours, sont pour moi tout autre chose. Ils existent vraiment, naturellement, physiquement, charnellement. Ils n'ont pas besoin de poteaux ou de bornes-frontières pour se faire reconnaître : un portail de grange, une intonation de voix, on sait où l'on est. Dans les Pyrénées-Atlantiques, pas besoin de rideau de fer ou de muraille de Chine entre, d'une part, les arrondissements d'Oloron et d'Orthez et, d'autre part, celui de Mauléon, pour que le premier passant venu saisisse tout de suite, avec un tout petit peu d'attention, que là il est en Béarn et ici en Pays-Basque. Même chose pour le Béarn et la Chalosse, le Béarn et la Bigorre ; idem pour le Languedoc et le Roussillon, etc...

Inversement, la frontière nationale entre les deux Cerdagnes, l'espagnole et la française, est à la fois une énormité et une foutaise. Comme, à l'autre bout de la chaîne pyrénéenne, la frontière entre les deux Navarres. Et toute la frontière entre les nations espagnole et française reste une foutaise, même lorsqu'elle ne coupe pas en deux une même province. Entre Béarn et Aragon, la frontière franco-espagnole n'a jamais été reconnue ni même connue (même pendant la dernière guerre où elle était pourtant zone interdite) par les bergers béarnais et aragonais qui fréquentent ces régions et qui ne respectent, eux et leurs troupeaux, que les conventions locales, les traditions, les usages, les coutumes et, parfois aussi, la géographie. Tout le contentieux béarno-aragonais dans ce domaine a été réglé depuis longtemps et bien réglé. Plus de problèmes passionnels entre les deux provinces.

A bas donc la Nation et tout ce qui en découle, tel que les frontières nationales et aussi l'Inter-Nation.

N'est-il pas en effet pour le moins paradoxal de chercher à créer une entente, des liens entre des nations dont l'esprit de conquête a toujours été et reste la raison d'être (nous voyons bien que cela est toujours vrai aussi bien des nations dites « socialistes » que des nations capitalistes) ; alors qu'une fédération de régions, de provinces, de terroirs, qui ont depuis longtemps et vraisemblablement définitivement enterré entre eux la hache de guerre, apparaît de toute évidence beaucoup plus naturelle, donc beaucoup plus facile à mettre sur pied ?

Enterrons la Nation : refermons la désastreuse parenthèse nationale ; tournons le dos à l'Internationale, utopie d'hier ; vive l'Inter-régionale, réalité de demain ! Que le monde change vraiment de bases et autrement qu'en chansons !

Si donc je ne suis pas d'accord avec Gallienne quand il parle de « minorités nationales », par contre, quand il parle de « régions à particularisme », l'expression me convient tout à fait et elle me paraît très bien coller avec la réalité des revendications régionalistes actuelles, telles au moins que je les vois en pays d'oc. Ce serait, il me semble, grossièrement caricaturer celles-ci que les présenter comme tendant à vouloir substituer à la Nation France une poussière de petites nations. Que je sache, il n'en est pas question ; que je pense, il ne saurait en être question ; même en Corse où c'est, après tout l'affaire des Corses (qu'on ne saurait en tout cas apaiser plus durablement, je le crains, en leur envoyant un préfet corse, qu'on n'a apaisé les révolutionnaires algériens en leur envoyant un Lacoste). L'attachement aux particularismes locaux est un sentiment bien naturel (auquel j'ai toujours été personnellement très sensible et que j'ai aussitôt partagé dans tous les pays où j'ai vécu) et qui n'est absolument pas incompatible avec celui d'être lié à ses voisins (avec ses voisins du Pays-Basque, de la Chalosse et de la Bigorre, pour reprendre mon exemple béarnais de tout à l'heure, comme avec ses voisins de l'Aragon).

Dans toutes ses manifestations, même les plus anodines, le nationalisme français (je balaie devant ma porte) me hérisse. J'ai sur ma table un beau livre intitulé : « L'art roman en France ». Qu'es aco, comme on dit ici ? Surtout, ne transposez pas : L'art roman français. Car l'art roman français, ça n'existe pas. Il y a un Limousin roman, une Auvergne romane, une Saintonge romane, un Roussillon roman, etc... Il n'y a pas de France romane. Et pour cause ! Le Limousin, ça existe, l'Auvergne, ça existe, etc... La France ? Ça n'existe pas ; je ne l'ai jamais rencontrée !

Jean TEILHAC.

SOCIALISME ET NATIONALISATIONS

Il semble que l'essentiel des programmes de « gauche », depuis le Front Populaire de 1936 jusqu'au programme commun de gouvernement de 1974, soit la nationalisation des industries clés. Nous avons eu l'EDF, la SNCF, quelques banques nationalisées, la RNUR, AIR-FRANCE pour ne citer que les principales.

Si, effectivement la nationalisation des industries clés s'impose en régime socialiste, on peut se demander si, en régime capitaliste, elle n'est pas un moyen pour celui-ci de survivre en se transformant en capitalisme d'Etat ? Dassault n'a-t-il pas plaidé un jour à la télé pour sa nationalisation ?

Marchais, défendant les nationalisations, a pu dire un jour : « je ne vois pas ce qui peut effrayer, car combien savent par exemple que le Crédit Lyonnais est une banque nationalisée ? » Effectivement, mais qu'est-ce qui distingue le Crédit Lyonnais d'une banque privée, quand on le voit accorder son soutien à certains projets de promoteurs, qui n'ont rien à voir avec l'intérêt général ?

Que penser de l'EDF qui, jouissant d'un monopole, présente un devis de 6.000 francs pour un branchement et devant les protestations de l'intéressé le ramène à 4.500 francs ? Se conduit-elle différemment d'une quelconque entreprise privée ? Où est l'intérêt général, quand on pense aux tarifs préférentiels pour les grosses entreprises capitalistes ?

Toutes ces entreprises sont au service de l'Etat capitaliste, puisque aussi bien c'est lui qui choisit et nomme les PDG (le préfet Pélissier, chef de cabinet de Chirac à la tête de la SNCF).

Si les nationalisations sont sans aucun doute un échelon dans la marche au socialisme, elles ne sont pas suffisantes, tant que d'autres réformes de structure n'ont pas brisé l'Etat capitaliste.

J. BENISTANT.

CONTRE LES IMPOSTURES

CONFIRMATION ET PRÉCISIONS

Il est facile de nous incriminer pour désertion de la « cause révolutionnaire ». Encore faudrait-il sinon définir exactement celle-ci, du moins s'entendre sur les objectifs limités et immédiats que doivent se fixer les révolutionnaires.

On a soutenu dans « la R.P. » que le « maoïsme » représentait le retour au *communisme authentique*, trahi par les dirigeants soviétiques. D'éminents camarades maoïstes, qui nous entraînèrent pendant plus de quarante ans dans la lutte systématique contre le stalinisme despotique et contre-révolutionnaire... sont revenus de Chine enthousiasmés, sans avoir vu les gigantesques portraits de Staline, entre ceux de Marx et de Lénine et celui de Mao.

On soutenait en même temps que l'*impérialisme américain représentait l'ennemi le plus dangereux, le plus perfide, le plus féroce du prolétariat révolutionnaire.*

Hélas, aujourd'hui ces deux objectifs impérativement fixés semblent diamétralement opposés.

Ce que nous avons dit ici même sans être entendu, est confirmé par l'*Union ouvrière* (du 15.9.75) dont la critique internationaliste et révolutionnaire ne ménage même pas le Parti communiste international, héritier de Bordiga. Nous y lisons une analyse singulièrement édifiante de la politique chinoise depuis dix ans, éclairée par la notification officielle, le 8 mai 1975, des relations entre la Chine et la *Communauté économique européenne.*

Nécessité imposée par l'état de la Chine « *qui reste encore un pays sous-développé* » (déclaration du vice-premier ministre chinois). Mais les tendances « prospectives » se prolongent bien au-delà. L'Europe constitue, en effet, le théâtre principal de la rivalité soviéto-américaine. Logiquement il faut libérer l'Europe de ces deux servitudes antagonistes. De 1964 à 1967, l'*Ennemi N° 1*, ce sont les Etats-Unis. Tout aussi logiquement il faut soutenir l'implacable adversaire de Washington, c'est-à-dire de Gaulle, dont toutes les initiatives anti-yankees furent saluées de bruyantes approbations par la presse maoïste. Et en France nous avons lu en 1965 des affiches du grand Mao (au grand Mao, les grands remèdes !) invitant les *travailleurs français à voter pour Mongénéral* contre Mitterrand, ami des Américains, allié des traîtres de Moscou.

En 1967, il y a équivalence entre les deux ennemis. Puis brusquement en 1969, l'ordre est inversé. L'impérialisme soviétique devient l'*Ennemi N° 1.* Cependant on ne ménage pas encore l'*Ennemi N° 2*. Le 22 décembre 1971, *Pékin-Informations* rend encore hommage à la politique française qui « *résiste à la domination du dollar en maintenant la parité-or du franc* »... quoique Nixon ait précédé Pompidou le long de la Grance Muraille. Mais la dialectique maoïste bafoue la logique. L'*Ennemi N° 2* s'estompe dans les brouillards chinois. L'Europe et le Japon sont formellement invités à se maintenir... « *sous le parapluie américain* ». Au début de 1975, Mao accorde audience au président de l'Union social-chrétienne allemande, M. Strauss, qui combat résolument la politique d'ouverture à l'Est inaugurée par Willy Brandt. Et l'apôtre de la lutte anti-impérialiste, l'infaillible chef de la Chine populaire exprime ses inquiétudes, quant à la menace soviétique sur l'Europe et pour défendre celle-ci insiste sur l'*indispensable soutien des forces armées américaines* (*Le Monde* du 18 janvier 1975).

Sur les communistes français orthodoxes qui se livraient en 1935 à une action franchement antimilitariste, tomba de « plein fouet » la fameuse déclaration de Staline *approuvant la politique française de défense nationale*, et comme en 1939, alors qu'ils cherchaient encore à annexer le patriotisme de Gambetta, Jeanne d'Arc et même ... de Vercingétorix tomba sur eux toujours « de plein fouet » la bombe du pacte Hitler-Staline.

Les maoïstes méritent aussi toute notre compassion. Mao leur ménage quelques surprises... impensables. Et l'*Ennemi N° 1* d'avant-hier, *Numéro 2* d'hier, pourrait redevenir l'*Allié N° 1* de l'impérialisme chinois dont l'expansion en Asie impose un ... « second front » anti-soviétique en Europe.

Car le conflit entre Pékin et Moscou dominera probablement toute la politique internationale... au moins dans un avenir proche.

La « dialectique » la plus savante réussira sans doute à introduire la cause révolutionnaire dans cette tragique mascarade.

***

Un ami vigilant s'inquiète de mes « prises de position » sur les problèmes du Proche-Orient qu'il attribue à mon hérédité, à mon passé ancestral dont je subirais inconsciemment les influences innées. Pour lui... et d'autres je précise encore que ma conscience n'ignore pas mais nie toute forme de solidarité raciale ou religieuse. D'abord parce qu'il n'y a pas de race juive et aussi parce que la religion juive comme toutes les autres n'est pour moi qu'un monument historique qui m'intéresse beaucoup moins que la façade occidentale de Notre-Dame-de-Paris.

Je crois que c'est Jean-Paul Sartre qui attribuait à l'antisémitisme la responsabilité exclusive de la survivance ou de la renaissance du sionisme. Cela me paraît de moins en moins contestable.

Jusqu'en 1940 je n'avais pas compris l'adhésion au mouvement sioniste de Bernard Lazare, le premier dreyfusard (que Charles Péguy a glorifié dans des pages magnifiques). On ne sait pas que ce publiciste, héroïque dans sa solitude, était de tendance libertaire et s'était affirmé pour la totale assimilation des Juifs au sein des peuples où ils s'étaient fixés. Après avoir analysé le monument de mensonges exorbitants et de haine implacable monté par les bourreaux du capitaine Dreyfus, il jugea impossible cette intégration et devint un zélateur sioniste.

Pendant l'occupation, alors que l'on pouvait suivre, sans grand effort d'imagination, les voies menant tous les Juifs vers les centres d'extermination, je souffrais plus encore de la lâche complaisance d'amis de la veille que de la malfaisance féroce des nazis.

J'espère avant de « sauter le pas » battre les buissons du passé pour retrouver les propos ahurissants... antisémites de socialistes ex-« blumistes inconditionnels », de révolutionnaires (?!) ravis d'avoir découvert Edouard Drumont, d'« anarchistes » bouffant du « youtre » avec volupté... Cependant je n'ai pas imité Bernard Lazare, je bénéficiai de la permanence clandestine, bien entendu — du noyau de « la R.P. » où grâce à Monatte et Chambelland, rien n'était modifié dans les rapports humains.

Je ne crois pas avoir changé. Si j'étais Israélien ou Américain, je m'opposerais au gouvernement de Jérusalem ou de Washington, comme nous nous opposons ici au gouvernement de Paris. Mais je combattrai aussi le parti-pris américanophobe ou antisémite, comme j'ai toujours combattu la germonaphobie, *tous* les racismes, *tous* les nationalismes. Je n'ai pas choisi d'être Juif et Français. J'ai choisi, il y a cinquante ans, « *la R.P.* » de Monatte et je lui resterai fidèle jusqu'à la fin.

Roger HAGNAUER.

INFORMATIONS SYNDICALES

LES EXIGENCES DE FORCE OUVRIERE

Informée de l'audience de sa délégation chez le Premier ministre en date du 2 octobre, la Commission Exécutive Confédérale de Force Ouvrière renouvelle ses exigences sur l'abaissement de l'âge de la retraite et la réduction de la durée du travail :

— Dès 60 ans les travailleurs doivent pouvoir partir en retraite avec un montant de pension égal à celui qui est actuellement versé à 65 ans ;
— des mesures immédiates s'imposent en faveur des travailleurs manuels (travaux postés, travaux pénibles, etc...) ;
— les retraités dont la pension a été liquidée avant l'application des récentes améliorations apportées au régime général doivent obtenir des majorations forfaitaires pour combler les écarts. De même toute amélioration apportée aux autres régimes de retraites de salariés doit bénéficier aux anciens pensionnés.

En ce qui concerne la durée du travail, l'application effective de la semaine de 40 heures sans diminution de ressources, doit devenir une réalité et les « équivalences » supprimées (temps de présence non rémunéré).

La Commission Exécutive Confédérale réaffirme que la relance réelle de l'activité économique passe par une relance de la consommation intérieure. Elle considère que les mesures arrêtées par le gouvernement sont à la fois trop tardives et insuffisantes, notamment pour aboutir à la création effective d'emplois nouveaux indispensables pour enrayer le chômage, chez les jeunes tout spécialement. La défense du Service Public, le maintien de sa qualité vis-à-vis des usagers, ainsi que l'amélioration des conditions de travail des personnels, requièrent des effectifs nouveaux dans les administrations et services publics divers.

A la veille de l'ouverture du Congrès Mondial de la Confédération Internationale des Syndicats Libres à Mexico, la Commission Exécutive Confédérale met l'accent sur la nécessité d'un renforcement du mouvement syndical international basé sur les principes fondamentaux d'indépendance et de liberté afin de sauvegarder les intérêts des travailleurs face au capitalisme international.

DIMINUTION DES OFFRES D'EMPLOI

Officiellement le million de chômeurs n'est pas atteint mais les chiffres officiels sous-estiment la réalité : pour la CFDT, le nombre réel des chômeurs atteint presque un million et demi. Le chômage s'est accru de 86,1 % d'août 1974 à août 1975, de 4,1 % de juillet à août. Les offres d'emploi ne cessent de diminuer : 211.000 en août 74, 106.500 en juillet 75, 104.500 en août 75, soit une chute de plus de 50 % en un an.

Le « plan de relance » aura-t-il quelque effet sur cette situation ? Si l'on en croit les milieux officiels eux-mêmes, ces effets seront limités. Conclusion : il y a tout lieu d'être optimiste !

LIBERTE SYNDICALE DANS L'ENTREPRISE

Le 10 septembre, invité par le syndicat CFDT des houillères, E. Maire se voyait interdire par les forces de l'ordre l'entrée sur le carreau du puits 6 à Bruay où il devait discuter des problèmes de conversion, des conditions de travail et de sécurité. Les syndicalistes ayant enfreint cette interdiction, une plainte a été déposée contre eux.

La CFDT proteste contre l'attitude de la direction des Houillères et du gouvernement. Pour elle, « le discours patronal et gouvernemental sur le pouvoir des travailleurs, la concertation, les conditions de travail, la démocratie libérale s'arrêtent à la porte des entreprises. Les travailleurs ne disposent d'aucun droit leur permettant d'exprimer leur situation et d'en débattre avec leurs représentants syndicaux. (...) Cette attitude de la part d'une direction d'«entreprise nationalisée démontre à l'évidence le peu de crédit que l'on peut accorder au discours prétendu libéral du gouvernement ».

LES TRAVAILLEURS CONTRE LE FASCISME

Le 2 octobre, à l'appel de la CES (confédération européenne des syndicats) et de la FSM (fédération syndicale mondiale), des millions de travailleurs ont protesté par des arrêts de travail contre les assassinats perpétrés par Franco. Le boycottage a été particulièrement suivi à la SNCF et aux PTT, pendant cette journée, en ce qui concerne la France. Les gouvernements, sous la pression populaire, n'ont eu qu'un geste symbolique.

PAS DE MEDECINS-FLICS

Pour avoir utilisé des médecin-flics, la société Peugeot vient d'être condamnée par le tribunal d'instance de Montbéliard. Après la signature des accords de mensualisation, prévoyant le versement d'indemnités complémentaires en cas de maladie, Peugeot a institué un contrôle médical des travailleurs malades. Deux travailleurs ayant refusé ce contrôle médical (précisant qu'ils n'acceptaient de contre-visite que de la part de la Sécurité sociale), Peugeot a alors cessé le versement de leurs indemnités. Les deux travailleurs défendus par un délégué CFDT ont obtenu gain de cause.

Le tribunal condamne la tentative de la direction de Peugeot de créer une médecine parallèle qui remet en cause les principes de la déontologie médicale, déclare que les textes des accords ne permettent nullement l'intervention de ces médecins, que cette mesure constitue une atteinte à la liberté des salariés (inviolabilité du domicile).

Ce jugement est un pas important dans le sens de la protection des salariés contre l'arbitraire patronal.

UNE STATISTIQUE FORCE OUVRIERE SUR LES ELECTIONS PROFESSIONNELLES

Pour la septième année consécutive le Bureau de la Confédération Force Ouvrière a établi une statistique des élections professionnelles portant sur près de 2 millions de travailleurs inscrits, couvrant la période de juillet 1974 à juillet 1975.

Il a été tenu compte de tous les résultats connus d'élections, favorables ou non à FO, dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou nationalisées, ainsi que dans les administrations, en un mot partout où figurent des listes Force Ouvrière.

Le détail de ces élections, entreprise par entreprise, administration par administration, est publié chaque semaine dans l'hebdomadaire de la Confédération.

Sur 1.885.000 inscrits et 1.425.034 suffrages valablement exprimés,

La C.G.T. a obtenu	672.186	voix	et	47,1 %
Force Ouvrière	308.811	»	»	21,8 %
La C.F.D.T.	226.149	»	»	15,9 %
La C.F.T.C.	79.312	»	»	5,6 %
La C.G.C.	32.202	»	»	2,3 %
Les Indépendants	40.133	»	»	2,8 %
Les Autonomes	42.430	»	»	2,9 %
Les listes communes et diverses	23.811	»	»	1,6 %

L'ESPAGNE AVEC FRANCO OU SANS FRANCO (1)

Etablir une analyse sérieuse, qui sorte du simple commentaire, presque toujours fondé sur de simples rumeurs et dépourvu de bases concrètes, n'est pas chose facile en ce qui regarde l'Espagne. Il ne faut pas oublier que la vie sociale espagnole, en raison de l'inexistence de la liberté d'expression, est comme un immense iceberg, dont la plus grande partie reste cachée et dont la moindre part nous est seulement visible. Pour cette considération, en l'absence d'une information digne de foi, il est fatal que la rumeur ait toujours abondé, s'enflant même à passer de bouche en bouche et d'oreille en oreille, au point d'être considérée quelquefois comme étant de la plus grande importance et même fondamentale. Malheureusement, cette rumeur fut durant des années — et continue de l'être — l'aliment principal de l'opposition au franquisme, laquelle, pieds et poings liés par une répression féroce, a toujours prêté une foi aveugle aux bruits de toute nature, particulièrement à ceux qui concernaient la maladie ou les maladies du général Franco. Cela fait bientôt d'ailleurs une vingtaine d'années que ladite opposition table sur la mort prochaine du Caudillo ! Faut-il ajouter que la plus grande partie des opposants considèrent que la disparition physique de l'octogénaire impliquera *ipso facto* l'effondrement immédiat du régime actuel. Dans cette croyance ils s'en remettent à la providence et aux années à venir pour accomplir ce que leur impuissance politique a été incapable de réaliser.

La nouvelle société espagnole

Pour notre compte, nous préférons fuir délibérément les « on-dit » et les « il paraît que », et nous attacher seulement à mettre en relief les véritables caractéristiques de la société espagnole actuelle. Caractéristiques déterminées par les profonds changements que le pays a connus et soufferts au travers de l'industrialisation chaotique et forcenée qu'il poursuit depuis les années 1960. En 1967, le sociologue Pérez Diaz établissait ce diagnostic : « La société industrielle commence maintenant et seulement maintenant à se conformer réellement et moralement à l'ensemble du pays, en s'incorporant à la société rurale. La guerre civile et les conditions particulières — internationales et intérieures — des années quarante avaient pu retarder le processus d'industrialisation du pays, processus entamé vers le milieu du XIXe siècle, bien qu'avec un retard notable comparativement aux autres pays européens. Mais à la fin, il était imposé, et son empreinte définissait et marquait les traits essentiels de la société espagnole avec une force chaque jour accrue » (2).

En effet, les nouvelles structures économiques déterminent un type de société qui, a*vec Franco ou sans Franco,* fonctionne et fonctionnera de manière inéluctable ; ce qui réduit les problèmes politiques à leurs justes dimensions, très limitées soit dit en passant. Ce qui veut dire, entre autres, que tout se pose aujourd'hui d'une manière toute différente de celle de 1936, année dans laquelle, l'horloge de l'histoire espagnole s'est arrêtée, plus ou moins, pour beaucoup. Aussi, quand quelques-uns aspirent sérieusement à transformer complètement les structures économiques et politiques de l'Espagne actuelle, autant vaudrait que ces nostalgiques du passé — qu'il le veuillent ou non — disent carrément qu'il faudrait repartir de zéro ! C'est dire que tous les schémas, tous les programmes et même que toutes les idéologies ne servent de rien à l'heure actuelle, et que dans le meilleur des cas, ils devraient servir de tout autre manière que celle sur laquelle on entend se reposer. Oui, il apparaît vraiment anachronique et puéril de continuer à faire référence, sur les problèmes du jour, aux penseurs sociaux du siècle dernier aussi bien qu'aux stratèges de la Révolution russe. Cela est quelque chose de si évident que nous ne nous attarderons pas dans de plus grandes explications.

Le changement fondamental advenu en Espagne et qui a engendré la nouvelle société, peut se mesurer au travers de différents indices : la démographie, l'urbanisation, la consommation privée, certaines productions spécifiques d'une société plus évoluée, la disparition progressive de la grande propriété foncière *(latifundios)* la motorisation des campagnes, la diminution des travailleurs agricoles, l'augmentation massive des travailleurs industriels, etc.

Nous savons que les statistiques officielles doivent être consultées avec quelque méfiance, mais telles quelles elles sont indispensables pour obtenir une radiographie du corps social espagnol, que nous ne pouvons demander à la seule littérature quotidienne, qui traduit de simples états d'âme individuels ou les éternelles ressucées de groupes ou groupuscules, acharnés à nous convaincre, les uns et les autres, qu'ils sont les dépositaires de la vérité une ! Mais heureusement, les économistes et les sociologues ne manquent pas maintenant en Espagne, qui se préoccupent d'examiner sérieusement, sans complaisance aucune, les différents aspects de la réalité espagnole. C'est à eux que nous nous en remettrons dans la plupart des cas.

Aux nostalgiques du passé, auxquels nous avons fait allusion, obstinés à voir l'Espagne de 1975 avec les lunettes de 1936 comme aux « idéologues » disposés à éclaircir tout à coup de citations de Lénine et de Trotsky, nous rappellerons une simple donnée : dans les dernières quarante années, la population hispanique a augmenté de 11 millions. La progression fut la suivante : 1936, 24 millions 500.000 ; 1950, 27 millions ; 1965, 32 millions ; 1975, 35 millions 500.000 (chiffre prévisionnel). Simultanément la populaiton active croissait dans une proportion identique, son total passant de 27 % à 37,4 %, en regard de celui de la population totale. Cela signifie que la plus grande partie de la population espagnole ne participa pas à la guerre civile, qui a cessé d'être pour elle une date de référence. Autre trait à faire ressortir — dont nous nous occuperons ensuite avec une plus grande attention —, la décroissance de la population active agricole. Indice éloquent de la transformation de l'économie et de la société espagnoles dans ces années récentes ; de 50,5 % en 1940, elle n'est plus que de 39,7 % en 1960 et de 29,1 % en 1970. Chiffres à partir desquels il n'est pas aventureux de prétendre que l'actuelle population agricole doit tourner autour des 22/25 %. Parallèlement, on peut inférer de cette diminution du monde rural que la population active industrielle, et celle également vouée aux « services », se sont accrues de tous les transfuges. En conséquence, ce fait capital ressortit : l'Espagne a cessé d'être un pays agricole.

(1) Cet article a été publié en septembre dernier dans la partie espagnole de la revue internationale de recherche anarchiste, *Interrogations* (Georges Yvernel, 32, passage du Désir, 75010 Paris). Il nous est apparu comme la meilleure introduction possible à l'étude de l'Espagne actuelle, aussi nous faisons-nous un devoir d'en donner ici une traduction nous en restituant l'essentiel.

(2) Victor Pérez Diaz : *Emigracion y cambio en la sociedad rural,* article publié en 1967 et recueilli dans son livre *Pueblos y clases sociales en el campo espagnol* (Ed. Siglo XX, Madrid 1974, pages 56-57).

Le développement industriel

Dans l'industrialisation du pays, le protectionnisme a rempli un rôle important, surtout si l'on tient compte que depuis la fin de la guerre civile, en 1939, l'Etat a pris en charge une des plus puissantes « affaires » espagnoles, par la création de l'INI (Institut national de l'Industrie). Cet INI, qui groupe une soixantaine d'entreprises industrielles, quelques-unes de grande taille, telle l'ENSIDESA (Entreprise nationale de sidérurgie S.A.), a pris forme définitive par une loi du 25 septembre 1941, qui se proposait de « propulser et de financer pour le service de la nation la création ou la résurrection d'industries nationales, spécialement celles qui avaient pour but de pourvoir aux exigences de la défense du pays ou d'assurer le développement de l'autarcie économique espagnole ». A dire la vérité, après les destructions souffertes par l'industrie et l'appauvrissement général du pays comme conséquence de trois années ou presque de guerre civile, et aussi en raison de l'isolement dans lequel se trouvait l'Espagne pendant la guerre mondiale, seule l'intervention directe de l'Etat dans l'économie du pays, pouvait tenter de remédier aux difficultés de la situation, suppléant ainsi à la carence de la bourgeoisie, celle-ci encore mal remise des événements.

Or, il est indubitable que cette intervention de l'Etat servit en fin de compte, cette bourgeoisie industrielle, incapable par sa force propre de commencer cette industrialisation nécessaire. Pourtant le dessein initial de l'Etat, n'était, apparemment, comme nous l'avons vu dans la déclaration de principes, qui présida à la naissance de l'INI, que de parer à ses nécessités immédiates et d'obtenir le degré nécessaire d'autarcie, c'est-à-dire une production suffisante, qui pût permettre à l'Espagne de se passer des concours extérieurs. Sans doute, ce souci *autarciste* était-il dû tout autant à l'isolement dans lequel se trouvait l'Espagne, lié aux circonstances, qu'à l'idéologie fasciste alors régnante, grâce à la Phalange, plus particulièrement nourrie des doctrines allemande et italienne sur la question.

Quoi qu'il en soit, malgré l'intervention directe de l'Etat, il est certain que la reconstruction économique d'abord, et le boom industriel ensuite, furent menés à bien pour le plus grand profit du bénéficiaire traditionnel en ce genre de choses, la grande bourgeoisie industrielle et financière. En ces deux circonstances, particulièrement dans la seconde, ce fut en réduisant, de façon graduelle et feutrée, le poids des grands propriétaires fonciers et de l'aristocratie féodale, catégories qui n'étaient pas liées au capital financier, et dont le rôle avait été constant avant 1936, aussi bien sous la République que sous la monarchie.

Dans cette entreprise d'industrialisation du pays, rendue possible tant par l'aide de l'Etat que par l'exploitation de la classe ouvrière, la bourgeoisie traditionnelle parvint à se fondre avec l'aristocratie terrienne et le capitalisme financier. Ce « mixage » se trouva facilité par le fait qu'à partir des années 50, les grandes fortunes audalouses abandonnèrent la campagne et se dirigèrent vers l'industrie et les finances, s'en promettant de plus grands bénéfices. De cette manière le bloc dominant apparut nettement modifié, dans un sens capitaliste. Dans ce nouveau bloc, le capital financier a fini par être la principale force économique, comme nous le verrons par la suite, cela après avoir utilisé l'Etat, surtout dans les premières années de l'après-guerre, pour provoquer les transformations nécessaires, qui assureraient plus commodément son hégémonie. Cependant, en dépit des efforts de l'Etat, la croissance fut lente, même exagérément lente, vu qu'on ne pouvait disposer que des ressources propres, qui restaient minces ; l'économie en effet avait difficulté à sortir de sa stagnation, à cause de la disette d'énergie et de matières premières comme le ciment, l'acier, les métaux non ferreux, etc. ; au point que le revenu par tête *(per capita)* était plus bas que celui de 1936 !

Mais de toutes manières, les bases s'affermissaient qui permettraient le *boom*, qui se produirait quelques années plus tard, et qui ne pourrait manquer d'avoir pour conséquence des changements dans la structure sociale. L'énorme développement économique que connut l'Europe à partir de 1950, devait fatalement se refléter en Espagne, fût-ce avec le retard habituel. D'autre part la conjoncture internationale avait permis au régime franquiste de sortir de son isolement antérieur... En 1951, il avait reçu les premiers crédits nord-américains, sans doute encore peu élevés, mais qui témoignaient d'un changement d'attitude des Etats-Unis à l'égard de l'Espagne. En septembre 1953, les deux pays signaient des accords, grâce auxquels un nouveau cours s'instituait. L'Espagne en compensation de l'établissement de quelques bases aériennes et navales américaines sur son territoire obtenait de Washington une aide militaire, technique et économique. Cette aide atteignit jusqu'en 1963 — date à laquelle elle devait pratiquement prendre fin —, entre donations et prêts, la somme de 1 milliard 140 millions de dollars, à quoi il faut ajouter encore 36 millions correspondant à des assistances techniques et des « frets » divers. Respectivement aux autres pays européens — Allemagne occidentale, Italie, France —, le cadeau fait à l'Espagne ne fut pas trop élevé, mais il permit cependant au régime de satisfaire à ses nécessités les plus élémentaires. Par exemple, il put supprimer la carte de rationnement.

C'est dans ces années-là que se dessina une offensive du capitalisme espagnol et étranger contre l'autarcie et la prépondérance de l'Etat, théories chères aux phalangistes. Un des hommes qui s'efforcèrent le plus dans cette lutte pour la « liberté » économique, c'est-à-dire en fait pour libérer le capital de toute entrave et de tout contrôle étatiques, fut le sieur Calvo Serer, membre éminent de l'Opus Dei, et à l'heure actuelle membre non moins éminent de la prétendue Junte Démocratique *(Junta Démocratica)*, que préside Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti communiste d'Espagne. Davantage, sans doute, pesa alors l'intervention de l'ambassadeur américain, John Lodge, qui, dans un discours, à la Foire de Barcelone en juin 1956, demanda des mesures de libération économique, qui permettraient l'entrée de capitaux étrangers, surtout, pensait-il, nord-américains. En effet, avec l'entrée dans le grouvernement des deux premiers ministres de l'Opus Dei, en février 1957, il en fut terminé de l'autarcie et les premières mesures furent adoptées, qui donnèrent vie à ce qu'on appela bientôt le Plan de stabilisation. Contemporainement, le régime franquiste faisait son entrée dans trois organisations internationales : l'OECE (Organisation européenne économique), le Fonds monétaire international et la Banque internationale de Reconstruction et des Travaux publics. Le plan en question vit la lumière les 20 et 21 juillet de 1959, après avoir été approuvé par l'OECE et le Fonds monétaire international, organismes qui lui dispensèrent leur appui financier : 546 millions de dollars.

(Nous ouvrons ici une parenthèse pour rappeler que dans ce changement fondamental de politique économique, qui en termina avec tout vestige de l'autarcisme, l'Opus Dei joura un rôle très important. L'Opus Dei sut combiner très habilement une défense de la tradition — le catholicisme, ciment de la tradition espagnole — qui, jusqu'alors, ne s'était exprimé que sur le terrain intellectuel et universitaire, où il avait accaparé les principales chaires, avec sa résolution de participer plus directement dans les organes du pouvoir, et d'y réaliser une modification totale de la politique suivie dans le domaine économique par le régime franquiste depuis son avènement, politique dont la ruine était évidente.

Ramon PUIG.

(A suivre.)

OU VA LA TUNISIE ?

La Tunisie jouit actuellement d'un certain prestige en Europe et en Orient grâce à la stabilité de son gouvernement et à sa politique économique et sociale : lutte contre le chômage, création d'emplois nouveaux, développement de l'instruction à tous les niveaux, lutte contre la maladie.

On peut dire, à la fin de cette année 1975, que le chômage est inexistant et que tous les enfants d'âge scolaire ont trouvé une place dans les écoles. Malgré tout cela, un malaise très grand se développe de jour en jour dans les milieux ouvriers et intellectuels. Le gouvernement lui-même en est conscient et préoccupé ; bien que les journaux n'en soufflent mot ou camouflent cette inquiétude sous des slogans divers. — Les grèves se produisent continuellement et, chose très caractéristique, le mouvement de revendication a pris une forme nouvelle, inconnue jusqu'ici en Tunisie et peut-être même en France, que je peux caractériser par un mot : « Résistance Passive ». Pas de réunions ni de manifestations publiques, défendues par la loi. Pas d'intervention auprès de la centrale syndicale U.G.T.T. inféodée au gouvernement. Son attitude au cours de la dernière grève des transports (autobus de Tunis) et des étudiants a été exécrable. Elle a condamné ces grèves au nom de l'intérêt général supérieur du pays, alors qu'elle devait stigmatiser l'intervention de la police. Pas de démarches des délégués syndicaux non plus. Les grèves sont spontanées. Le débrayage est déclenché et seuls deux ou trois ouvriers désignés parmi les plus âgés et les plus anciens répondent calmement aux patrons et à ceux qui se présentent pour parlementer. La grève de la Société des transports de marchandises (semi-étatique) déclenchée il y a plus d'un mois s'est terminée à la satisfaction des ouvriers. Ils avaient renvoyé à leur bureau les fonctionnaires de l'U.G.T.T. — Le président de cette centrale syndicale, Habib Achour, étant intervenu, avait rebroussé également chemin. Des voix spontanées émanant des grévistes lui avaient demandé calmement s'il était encore vice-président du parlement et combien lui rapportait l'immeuble qu'il venait de construire dans un quartier résidentiel. A une promesse verbale faite par le directeur des transports, que satisfaction leur serait donnée en 1976, les ouvriers avaient exigé et obtenu que la promesse soit écrite. La grève a duré quatre jours. Aux ateliers des chemins de fer CNFT même attitude et même résultat. La semaine dernière en l'espace de deux heures trois cents ouvriers ont débrayé à la cimenterie. Il paraît que l'arrêt des machines a fait peser une menace sur les hauts fourneaux ; les ouvriers ont obtenu satisfaction. Ils avaient même demandé et obtenu le paiement des arriérés dans la semaine.

LIP A FAIT DES PETITS

L'usine de clous qui alimente toutes les industries du bois et du bâtiment a fermé il y a quelques jours ses portes. A une demande d'augmentation des salaires le patron a répondu par le « lock-out ». Passant outre les ouvriers ont rouvert l'usine et suivi l'exemple de leurs camarades de Besançon. Le patron a obtenu un jugement pour faire évacuer l'usine mais c'est l'inspecteur du travail qui a réglé le conflit.

Le nombre de grèves dans les ateliers de constructions mécaniques et autres serait très grand ; je ne peux avancer aucun chiffre, aucun journal, tous propriétés ou contrôlés par le parti unique n'ont soufflé mot de toutes ces grèves. Ce que j'ai appris je l'ai su au hasard des rencontres.

Ce qui a fait le succès de ces mouvements de revendications c'est la situation du marché du travail. L'offre est plus grande que la demande. L'industrie est prospère. Il n'y a pas de chômage, il y a même pénurie de main-d'œuvre dans le bâtiment. Des appels d'offre importantes ne trouvent pas de candidats. La construction d'une usine de ciment à Gabès n'a pas démarré faute de main-d'œuvre. Mais c'est surtout l'élévation du coût de la vie et des denrées alimentaires qui n'est plus en rapport avec le pouvoir d'achat. Sauf le prix de la viande, resté stationnaire, les prix des fruits et des légumes ont doublé depuis un an. Le SMIG et le SMAG ont été relevés en 1975. Mais le prix du pain, du sucre, du tabac ont augmenté. Grâce à la modernisation des procédés agricoles et des facilités bancaires, les rendements agricoles se sont améliorés. La récolte du blé couvrira la consommation locale, chose exceptionnelle depuis des décennies.

Mais la population a augmenté aussi. Plus d'un million et demi de bouches nouvelles depuis l'indépendance. Les ménages avec les deux partenaires qui travaillent ont proliféré, et un million de touristes peuplent les hôtels cette année.

Mais la situation n'est pas aussi saine. Nous venons de fêter l'Aïd qui clôt le Ramadan. La veille, une cour de justice a octroyé deux cent quarante années (240) de prison ferme à la jeunesse estudiantine. Il y a quelques mois, une centaine d'étudiants avaient été arrêtés pour constitution d'un parti non autorisé, l'**Ouvrier Tunisien.** Outrage au président de la République et complot contre la sûreté de l'Etat. On n'a trouvé chez ces jeunes gens ni dépôts d'armes et de munitions, ni explosifs, ni gourdins, ni appartenances au Baâth. Après plusieurs mois de détention préventive la cour a distribué un an, deux ans et trois ans pour chaque chef d'accusation sans confusion de peines. Soixante-cinq jeunes gens ont récolté deux cent quarante années de prison ferme ; douze des condamnations avec sursis et les autres furent relaxés. Ceux qui avaient dénoncé des tortures dont ils avaient été l'objet par la police n'ont pas produit de témoins à la barre ; le tribunal a passé outre. Ces arguments ont été rendus juste la veille de la fête au moment où les gens étaient préoccupés par l'achat des costumes, des jouets et des gâteaux et les étudiants éparpillés aux quatre coins de la République. Les sucreries préparées dans des milliers de familles ont été amères cette année.

D'aucuns ont soutenu que vu le tollé soulevé contre les exécutions des cinq prisonniers en Espagne, le verdict rendu contre les étudiants a été indulgent.

L'histoire en jugera.

L'évolution idéologique en Tunisie n'est pas plus brillante. Un groupement d'étudiants qui se nomme « Jeunes musulmans », reconstituant le groupe similaire qui avait existé avant l'indépendance, se référant au Coran, a fait son apparition à l'Université et lutte ouvertement contre les progressistes. Des compétitions de récitations du Coran couronnées de prix ont lieu chaque année en présence d'un ministre. Bien mieux, à l'occasion de la veille du 27e jour de Ramadan (l'Ascension) un professeur, Mademoiselle Chelbi, a développé devant le Président de la République entouré de ses ministres le sujet : « La Femme musulmane et le Coran ». Elle a écarté sans discussion l'émancipation de la femme par le travail comme étant d'essence marxiste, et soutenu la thèse de la femme au foyer. Elle n'était même pas logique avec elle-même puisque professeur de théologie, elle sort et fréquente la faculté. On ne peut pas être plus réactionnaire au moment où les lois du pays ont émancipé la femme par le travail et où celle-ci participe activement à l'essor intellectuel et économique du pays. Renverser la vapeur est une chose impossible.

Ce n'est pas tout. Les confréries religieuses qui se sont terrées le lendemain de l'indépendance ont repris leurs activités obscurantistes. Ainsi dans le cadre de certains festivals organisés durant le mois d'août dans

les villes, les Aissaouas (avaleurs de clous et mangeurs de scorpions) ont balancé leur corps au rythme des tam-tams pendant trois jours et immolé publiquement un taureau, place Halfaouine.

Halfaouine a été de tout temps le centre de Tunis le plus politisé. C'est dans ses cafés que le Cheikh Thaâlbi, le fondateur du Parti Destourien, discourait contre les congrégations religieuses, foyers d'obscurantisme et support du colonialisme, ce qui lui avait valu la haine des membres du charaâ, tribunal religieux. Ces derniers, ayant acquis l'appui du Bey, l'avaient emprisonné et se disposaient à le condamner à mort pour hérésie. Thaâlbi n'avait dû son salut qu'à l'intervention de la colonie française dans ce qu'elle avait de libéraux, de socialistes et de francs-maçons. Cela se passait en 1903.

L'événement le plus spectaculaire ce sont les programmes de la Radio-Télévision pendant le mois de Ramadan. Les programmes religieux occupent une grande place : lecture du Coran trois fois par jour, causeries religieuses tous les jours, chants religieux une ou deux fois par semaine. On nous a même montré un groupe de jeunes filles musulmanes faisant la prière à la grande mosquée de Kairouan.

En faut-il davantage ?

Ahmed BEN MILED.

APRÈS L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ÉDITIONS SYNDICALISTES

Nous n'avons pu nous réunir avant les vacances, cette année, et nous prions nos camarades coopérateurs de bien vouloir excuser la date tardive de notre rencontre fixée au 20 septembre 1975.

Le quorum ayant été facilement atteint — beaucoup d'actionnaires absents avaient envoyé leur pouvoir en temps utile — l'Assemblée put délibérer valablement.

En premier lieu, ce fut l'examen des comptes de 1974, comptes d'exploitation approuvés à l'unanimité après une discussion serrée sur chaque point, et les réponses satisfaisantes aux questions précises posées par des camraades comptables, entre autres.

La gestion de nos affaires est saine, mais elle est difficile. Sans vouloir noircir la situation des Editions Syndicalistes, nous sommes obligés de convenir qu'il nous faut apporter un soin de plus en plus attentif à leur administration. Nos frais sont toujours en augmentation, à commencer par le loyer. Notre nouveau bail, plus cher, est établi pour faire suite sans arrêt, à l'ancien, terminé depuis 2 ans. Nous devons donc pour commencer, payer l'arriéré et prévoir pour chaque trimestre à venir, le retour régulier du nouveau paiement.

Comment y arriver si nous ne modifions pas nos ressources ? C'est impossible.

Chers amis coopérateurs, nous vous adressons par conséquent un pressant appel pour que **la nouvelle souscription d'actions de 10 F** que nous lançons aujourd'hui soit une réussite et nous apporte un regain de vie dont nous avons grand besoin, car il faut le répéter :

NOUS VIVONS, PUISQUE NOUS EDITONS !

Bien tôt sortira l'ouvrage d'Alexandre Croix annoncé dans « la R.P. » : « les 50 ans de la Révolution prolétarienne ». Les inscriptions affluent déjà, le démarrage est bon. Puis nous aurons à nous occuper d'une œuvre de Nicolas Faucier sur les chantiers navals de l'Atlantique, projet passionnant qui enthousiasme sans réserve notre modeste équipe de travail avant de vous enthousiasmer vous-même sans doute !

Merci à tous de votre effort passé, présent, et **à venir.**

M.-L. MARQUIS.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 25 F — 1 an, 50 F.
Autres pays : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F

C.C.P. 734.99 Paris

ENTRE NOUS

Voici donc, un peu tardivement, notre numéro d'octobre, le six-cent-seizième d'une longue série qui doit clôturer bientôt la cinquante-et-unième année de notre revue.

Cette longévité, rare pour une revue indépendante, prouve au moins deux choses : la première, c'est la persévérance dans une hérésie constructive des équipes successives qui, au milieu de difficultés incessantes, ont fait le travail qu'impose une telle œuvre. Mais si elles l'ont fait, au prix de sacrifices personnels, n'est-ce pas parce que ces militants croyaient dur comme fer à cette œuvre-là et qu'ils continuent d'y croire en dépit de difficultés aggravées ?

N'est-ce pas aussi — et c'est la seconde preuve — parce que des centaines de lecteurs fidèles, tous militants ouvriers, attendaient chaque mois « la R.P. », leur revue, celle qui maintient la pensée et l'expression du syndicalisme révolutionnaire. Bien loin d'être dépassé, celui-ci vit dans le cœur du mouvement ouvrier et surgit soudain, quand on ne l'y attend pas, dans l'actualité brûlante ?

Ce sont ceux-là qui ont fait « la R.P. », ceux-là par qui elle est encore vivante. Si elle devait disparaître maintenant, vaincue par les difficultés de toutes sortes, c'est que l'appui fraternel de ces militants lui aurait manqué au moment où elle en avait sans doute le plus besoin, c'est qu'ils n'auraient plus été assez nombreux pour croire encore à l'œuvre commune.

Dans notre numéro précédent, nous lancions le cri d'alarme, *celui que nous poussons quand les choses matérielles ne vont pas bien. Celui que nous poussons souvent par conséquent. Mais il faut à chaque fois le prendre au sérieux. C'est pourquoi nous demandons aux camarades une contribution comme celles auxquelles ils ont tant de fois souscrit, si bien qu'il ne convient plus de dire que cette souscription serait exceptionnelle ; disons qu'elle doit être supplémentaire.*

Le cri d'alarme est toujours valable. Nos lecteurs attentifs (ils le sont tous, croyons-nous) ne peuvent se dissimuler les difficultés nouvelles qui nous assaillent. Ils en connaissent probablement d'analogues, chacun pour son compte.

Danc, camarades et amis, alimentez notre caisse en étant scrupuleux dans le renouvellement de votre abonnement, mais aussi, si vous le pouvez, en augmentant le montant des abonnements de soutien et celui de notre souscription permanente.

Nous voulons encore attirer votre attention sur deux appels qui vous sont faits dans des placards insérés dans ce numéro.

Toutes nos entreprises sont liées ; la bonne santé de l'une conditionne la solidité de l'autre. Lisez donc ce qui concerne l'édition prochaine, par les Editions Syndicalistes, d'une brochure sur le cinquantenaire de « la R.P. » : un demi-siècle d'histoire ouvrière internationale. Lisez aussi le projet, bien dans l'esprit de cette revue, de l'édition d'une étude sur « les chantiers navals de Saint-Nazaire dans la lutte sociale ». Prenez connaissance de ces appels.Et ensuite n'attendez pas : souscrivez !

LES FAITS DU MOIS

A la demande de plusieurs lecteurs, nous reprenons la publication de cette rubrique, que nous avions abandonnée au début de l'année. En nous excusant toutefois de la place démesurée qu'elle prend dans ce numéro qui porte sur les trois derniers mois.

JUILLET 1975

MARDI, 1er JUILLET. — La guerre civile à Beyrouth fait plusieurs centaines de victimes.
— A l'usine Chausson de Gennevilliers, les CRS affrontent les grévistes qu'ils ont fait évacuer.
— M. Jean Prouvost vend la majorité des parts du « Figaro » à M. Robert Hersant.

MERCREDI, 2. — Un gouvernement de « salut public » est constitué au Liban pour tenter d'enrayer la guerre civile.
— En plein « Tour de France », une grève des ouvriers de la presse empêche la parution du journal sportif « L'Equipe ».
— Les journalistes du « Figaro » font grève ce jour pour marquer leur opposition à l'achat du journal par M. Robert Hersant.
— En Inde, nombreuses arrestations d'opposants à la politique de Mme Indira Gandhi.

JEUDI, 3. — En Espagne, les élections syndicales, qui, pour la première fois, ont eu lieu dans des conditions à peu près libres, sont un échec pour le gouvernement et le régime.
— A New-York, grèves et manifestations contre les licenciements massifs chez les employés des services publics de la ville.
— En France, la presse écrite et parlée commente longuement le débat télévisé qui a eu lieu, la veille à Lisbonne, entre Mario Soarès, leader socialiste et Alvaro Cunhal, leader communiste.

VENDREDI, 4. — Un juge d'instruction de Lyon est tué par quatre inconnus.

SAMEDI, 5. — Complot et crise politique au Zaïre.
— Un attentat à Jérusalem a fait 14 morts et 65 blessés.
— Au congrès du Syndicat National des Instituteurs, le secrétaire général demande à l'opposition « communiste » de ne pas se tromper d'adversaire.

LUNDI, 7. — En Argentine, la C.G.T. de tendance péroniste a lancé un ordre de grève de 48 heures contre la politique sociale de la présidente, veuve de Peron.

MARDI, 8. — L'épreuve de force est engagée en Argentine entre la C.G.T. et Mme Isabelita Peron.
— Les îles Comores ont proclamé leur indépendance.
— Mort à Madrid de Otto Skorzeny, ex-colonel hitlérien, rendu célèbre par ses opérations de commando, notamment par la libération de Mussolini en 1943.

MERCREDI, 9. — François Mitterrand, leader de la gauche, dénonce la politique économique du gouvernement.
— Pour la première fois, le premier ministre israélien est reçu officiellement en Allemagne fédérale.
— Des rapatriés d'Algérie ont investi une partie des locaux de la Cour des Comptes.
— Un gangster s'évade du Palais de Justice de Paris en emmenant un juge et un substitut comme otages.

JEUDI, 10. — La C.G.T. et la C.F.D.T. organisent à Paris un rassemblement des ouvriers en lutte dans toute la France.
— Aux U.S.A., le président Ford annonce sa candidature pour l'élection présidentielle de 1976.
— Les travailleurs des usines Chausson de la région parisienne reprennent le travail après plusieurs semaines de grève.

VENDREDI, 11. — Le parti socialiste portugais se retire du gouvernement en dénonçant comme « totalitaires » les mesures préconisées par le Mouvement des Forces Armées.

SAMEDI, 12. — A Lisbonne, sous le titre « Republica », paraît un journal dirigé par un colonel et dont l'ancienne rédaction socialiste est évincée.
— Kissinger, secrétaire d'Etat des U.S.A., et Gromyko, ministre de l'U.R.S.S. ont discuté à Genève de la limitation des armements stratégiques.

DIMANCHE, 13. — Au Portugal, le Conseil de la Révolution, issu du Mouvement des Forces Armées, décide de remplacer les ministres socialistes par des personnalités dites « indépendantes ».
— Dans une déclaration commune, les partis communistes italien et espagnol prennent leur distance par rapport à la situation crée au Portugal par le M.F.A. et le parti communiste portugais.
— A Buenos-Aires, Isabel Peron doit se séparer de son ministre et confident Lopez Rega.

MARDI, 15. — Des missiles nucléaires Pluton sont présentés à Paris au cours du défilé militaire du 14 juillet.
— Après seize ans de rupture, des relations « normales » sont rétablies entre la France et la Guinée de Sékou Touré.
— A Livourne, les secrétaires généraux des partis communistes italien et espagnol réitèrent leur opposition aux décisions du M.F.A. portugais.

MERCREDI, 16. — Les ambassadeurs de trente-cinq pays, réunis à Genève (dont ceux de l'U.R.S.S. et des U.S.A.) fixent au 30 juillet la réunion de la conférence « au sommet » pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).
— Le parti socialiste portugais organise une manifestation de masse à Lisbonne.
— L'Egypte refuse de renouveler le mandat des « casques bleus » de l'ONU au Sinaï.
— En Angola, à la veille de l'indépendance, la guerre civile se développe entre les différentes organisations nationalistes.

JEUDI, 17. — Les satellites Soyouz, de l'U.R.S.S., et Apollo, des U.S.A., se sont rejoints sur une orbite circumterrestre. Ils ne forment plus qu'un seul engin dont les équipages ont fraternisé.

VENDREDI, 18. — Le premier ministre Chirac annonce des négociations en septembre sur l'âge de la retraite et la durée du travail.
— Les 1300 ouvriers des Câbles de Lyon à Clichy (une majorité d'immigrés) reprennent le travail après sept semaines de grève. Celle-ci prend fin sur un compromis.
— Le Conseil des Ministres prend des mesures pour améliorer les conditions de vie et de discipline des jeunes appelés au service militaire.

SAMEDI, 19. — Les satellites Soyouz et Apollo se sont séparés après leur rendez-vous dans l'espace.
— Le parti socialiste portugais a tenu un meeting monstre à Porto que le parti communiste n'a pas réussi à perturber. La tension se déplace à Lisbonne où le P.S. appele à un nouveau rassemblement. En raison de la gravité de la situation, le gouvernement du M.F.A. libère les dirigeants maoïstes emprisonnés.
— Un mouvement de désobéissance civique se développe en Inde contre le gouvernement de Mme Gandhi et contre « l'axe New Delhi - Moscou ».

DIMANCHE, 20. — On évalue à 200.000 le nombre des manifestants réunis la veille à Lisbonne par le parti socialiste portugais.
— L'arrivée du Tour de France cycliste gagné par le Français Thévenet devant le grand champion belge Mercx donne lieu à une réception officielle par le Président de la République.

MARDI, 22. — Le premier président de la Cour d'Appel d'Orléans est chargé de l'étude des problèmes de la prostitution.

MERCREDI, 23. — Les experts de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) prévoient pour les prochains mois l'aggravation de la crise économique et du chômage.

JEUDI, 24. — Le parti socialiste portugais maintient son opposition au général Gonçalvès à la tête du gouvernement.
— La remontée du dollar qui est un renversement de tendance favorise les exportations européennes.
— Les trois astronautes américains de la cabine spatiale Apollo ont amerri dans le Pacifique après leur rendez-vous autour de la Terre avec deux cosmonautes de l'U.R.S.S.

VENDREDI, 25. — Le Président égyptien Sadate, revenant sur sa décision, accepte le renouvellement du mandat des « casques bleus » des Nations Unis sur le Sinaï.
— Le Conseil constitutionnel français déclare non conforme à la constitution la procédure instituant un juge unique en matière correctionnelle.

SAMEDI, 26. — Un triumvirat de généraux est institué au Portugal ; il est présumé représenter les trois tendances du Mouvement des Forces Armées.
— Le juge Henri Pascal est dessaisi du dossier de la catastrophe minière de Liévin. Il proteste publiquement.

DIMANCHE, 27. — Le Président des U.S.A., Gerald Ford, en Europe où il visite plusieurs capitales (hormis Paris) avant de se rendre à Helsinki pour la Conférence « au sommet » sur la sécurité et la coopération européenne.

— A Lisbonne se tient un congrès des syndicats uniques organisé par « l'Intersyndicale », dominée, sans élection, par les communistes.

MARDI, 29. — Les chefs d'Etat et de gouvernement de 35 pays, dont les U.S.A. et le Canada, sont réunis à Helsinki pour signer une convention générale sur la sécurité et la coopération en Europe.

— A la suite de l'embargo sur la fourniture d'armements et l'aide militaire à la Turquie, le gouvernement turc reprend le contrlôe des bases américaines sur son territoire.

— Les techniciens de la Chine populaire ont lancé un troisième satellite de la Terre.

— Le premier ministre français Chirac est de retour de Bucarest où il a signé un important accord commercial.

MERCREDI, 30. — Le général Gowon, chef d'Etat du Nigeria est déposé par un coup de force militaire pendant qu'il se trouvait en Ouganda, à la conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine.

— Une opposition internationale de victimes et d'adversaires du régime russe dénonce la conférence d'Helsinki comme « le Munich de la liberté ».

— Mario Soarès, leader du parti socialiste portugais, dénie toute valeur représentative au « Congrès » de l'Intersyndicale « courroie de transmission du P.C. ».

JEUDI, 31. — L'embargo commercial et diplomatique contre Cuba, appliqué depuis onze ans, est levé par la conférence de l'Organisation des Etats américains.

— Raoul Rego, ex-directeur du journal portugais « Republica », empêché par la force de reprendre son journal, lance un nouveau quotidien « A Luta » (La Lutte).

AOUT 1975

VENDREDI, 1er AOUT. — Au Portugal, le Conseil de la Révolution confirme dans ses fonctions le triumvirat de généraux mais se refuse à n'être qu'un organe de consultation.

— A Helsinski, la conférence « au sommet » se poursuit avec les discours de bonnes intentions des chefs d'Etat.

— A Détroit, ont eu lieu des affrontements violents entre blancs et noirs.

— Dans un communiqué du bureau exécutif du parti socialiste français, celui-ci affirme sa pleine solidarité avec Mario Soarès et le combat du parti socialiste portugais.

— M. Jean d'Ormesson reste directeur du « Figaro », contrairement à sa décision antérieure.

— A l'occasion du grand déplacement de vacances, nombreuses manifestations de viticulteurs dans le Midi de la France.

SAMEDI, 2. — A Helsinski, l'acte final de la grande conférence « au sommet » sur la sécurité et la coopération en Europe a été solennellement signé par trente-cinq chefs d'Etat.

— La fusion entre Honeywell et la Compagnie Internationale d'Informatique soulève des difficultés particulièrement avec le groupe Thomson, leader de la C.I.I.

LUNDI, 4. — Mort de Benoît Frachon, ex-secrétaire général de la C.G.T. et dirigeant du parti communiste français.

— Quelques semaines après la proclamation de l'indépendance des Comores, un coup d'Etat renverse le président du nouvel Etat.

MARDI, 5. — Au Portugal, la crise politique semble s'étendre à l'intérieur même de l'armée.

— A Stockholm, les partis socialistes européens ont créé un comité de soutien du socialisme démocratique au Portugal.

MERCREDI, 6. — Les journaux ne paraissent pas aujourd'hui à Paris en raison d'une décision de grève du Comité intersyndical du Livre C.G.T.

VENDREDI, 8. — Attribué à un acte volontaire, un incendie dévaste un dépôt de carburant près de Metz.

— « La Pravda » condamne la politique « d'unité à tout prix » de la gauche en Occident et rappelle l'objectif initial de « la dictature du prolétariat » et du rôle dirigeant du parti communiste.

— En Inde, Indira Gandhi, en faisant voter avec effet rétroactif une loi de circonstance, échappe aux poursuites pour irrégularités électorales.

SAMEDI, 9. — Le cinquième gouvernement provisoire constitué au Portugal ne comprend aucun représentant des partis.

— Fin d'un voyage officiel de deux jours du Président Giscard d'Estaing au Zaïre.

— Mort à Moscou du grand compositeur Chostakovitch.

LUNDI, 11. — A Braga, dans le nord du Portugal, des affrontements violents ont eu lieu entre des manifestants catholiques et des unités de l'armée protégeant des locaux communistes.

— A la fin de son voyage officiel au Zaïre, le Président Giscard a déclaré que la France cessera de fournir des armes « continentales et aériennes » à l'Afrique du Sud.

MERCREDI, 13. — Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., refuse de rencontrer Findemans, premier ministre de Belgique, chargé d'étudier les perspectives de l'union européenne.

JEUDI, 14. — A l'issue d'une rencontre entre le P.C.F., le P.S. et les radicaux de gauche, les représentants des trois formations condamnent les violences au Portugal, notamment les violences anticommunistes, mais ils constatent leur divergence sur l'origine et le développement de la situation portugaise.

— Les statistiques officielles enregistrent une nette aggravation du chômage en France (plus de 800.000 demandes d'emploi non satisfaites).

VENDREDI, 15. — Le général Otelo de Carvalho, membre du triumvirat portugais, préconise « une alternative de gauche » à la fois contre les positions des partis et celle des militaires dit modérés, rassemblés autour du major Melo Antunes.

— En Irlande du Nord, les attentats ont repris.

SAMEDI, 16. — Coup d'Etat au Bangladesh : M. Mujibur Rahman y perd le pouvoir et la vie.

— A Rome, les partis communiste et socialiste italiens signent une déclaration commune sur la situation au Portugal.

DIMANCHE, 17. — Le triumvirat portugais annonce en même temps des pourparlers avec les partis et des mesures contre la violence anticommuniste dans le Nord du pays.

— « Le Quotidien du Peuple » de Pékin fait état de troubles dans une importante usine de Hangchow.

MARDI, 19. — Au cours d'une manifestation près de Porto, un militant communiste est tué par des soldats.

JEUDI, 21. — Nouvelle mission à Jerusalem de Henry Kissinger, secrétaire d'Etat des U.S.A.

— A St Nazaire, pose du premier élément d'un pétrolier géant de 542.000 tonnes commandé par la Shell française.

VENDREDI, 22. — Henry Kissinger poursuit à Alexandrie sa mission de médiation entre l'Egypte et Israël.

— En Corse, près d'Aleria, violent affrontement armé entre les gendarmes et une équipe de militants de l'ARC (Action pour la Renaissance de la Corse). Deux gendarmes sont tués.

SAMEDI, 23. — Henry Kissinger, à la recherche d'un accord de paix relative au Proche-Orient, est arrivé à Damas.

— Jugés à Athènes comme responsables du coup d'Etat militaire de 1967, trois généraux sont condamnés à mort.

MARDI, 26. — Un conseil des ministres français élabore « un plan de soutien à l'économie ».

— Front commun entre le P.C. portugais, « les gauchistes » et certains officiers révolutionnaires.

MERCREDI, 27. — A la suite de la mission Kissinger, les clauses d'un accord israélo-égyptien seraient acquises.

— Comme suite des émeutes autonomistes de la Corse, dix militants de l'ARC (Association pour la Renaissance de la Corse) sont arrêtés.

— Le Parti socialiste portugais dénonce « l'alliance contre nature et de type insurrectionnel » entre le parti communiste et une partie de l'extrême-gauche révolutionnaire.

— Mort de l'ex-empereur d'Ethiopie, Haïlé Sélassié.

JEUDI, 28. — Le gouvernement français dissout l'Association pour la Renaissance de la Corse (ARC). Un nouvel affrontement violent avec fusillade et victimes a lieu entre les forces de répression et les autonomistes corses.

VENDREDI, 29. — Une certaine détente se constate en Corse après la nomination d'un Préfet insulaire.

— En Espagne, le conseil de guerre de Burgos condamne à mort deux militants basques, Garmendia et Otaegui.

— Vasco Gonçalves, premier ministre portugais, est remplacé par un amiral moins marqué politiquement, l'amiral de Azevedo, mais il est nommé à la tête de l'armée.

SAMEDI, 30. — Nombreuses manifestations dans tous les pays contre la condamnation à mort, en Espagne, des deux militants basques.

— Au Pérou, le Président Alvarado est déposé par son premier ministre, le général Morales Bermudez.

SEPTEMBRE 1975

LUNDI 1er SEPTEMBRE. — L'accord entre Israël et l'Egypte sur le désengagement dans le Sinaï est paraphé par les deux parties.

MERCREDI 3. — Le groupe textile Boussac ferme ses usines de Normandie.
— La société Poclain, premier constructeur de machines de terrassement, annonce des réductions d'horaires. La société Motobécane prévoit 900 licenciements.

JEUDI, 4. — L'accord égypto-israélien est signé à Genève, en l'absence des représentants de l'U.R.S.S. et des U.S.A.

SAMEDI 6. — Le général Gonçalvès, considéré comme proche du P.C. portugais, est évincé de son poste de chef d'état-major général.
— Tentative d'assassinat du président des U.S.A., Gerald Ford.

MARDI 9. — Retour au Cambodge du prince Sihanouk, après cinq ans d'exil en Chine.
— Au Liban, violents affrontements entre musulmans et chrétiens.

MERCREDI, 10. — Aux U.S.A., violentes manifestations dans le Kentucky contre l'intégration des élèves noirs dans les écoles.
— Au Conseil de l'Europe, discussion serrée entre la France et l'Italie sur le problème vinicole.

JEUDI, 11. — Le plan économique gouvernemental est adopté à l'Assemblée Nationale par 300 voix contre 182, après présentation d'un contre-plan par le socialiste François Mitterrand.

VENDREDI, 12. — A la veille de la rentrée des classes, la question de l'effectif des écoliers dans les classes maternelles oppose le ministre et le Syndicat National des Instituteurs.

SAMEDI, 13. — Le Sénat français a adopté, à son tour, le plan économique « anti-crise » du gouvernement.
— Pour la libération de Françoise Claustre, otage des rebelles tchadiens, le gouvernement français accepte le paiement d'une rançon de 10 millions de francs.

DIMANCHE, 14. — L'écrivain Andrei Almarik, est expulsé de Moscou, après cinq ans de détention en Sibérie.
— Nuit de violence à Ajaccio après la manifestation du comité anti-répression.

LUNDI, 15. — Au Portugal, un ministère « d'unité d'action » est en formation, avec l'accord des trois partis : socialiste, communiste, populaire démocratique.
— Un commando palestinien occupe l'ambassade d'Egypte à Madrid, en protestation contre l'accord sur le Sinaï.
— La Commission de la Communauté européenne dénie au gouvernement français le droit de taxer les importations de vins italiens.

MARDI, 16. — Mme Simone Veil, ministre français de la santé, commence une campagne anti-tabac.
— Robert Fabre, leader des radicaux de gauche, demande audience au président de la République.

MERCREDI, 17. — Le président Giscard d'Estaing en voyage officiel en Grèce.

JEUDI, 18. — En Espagne, 5 nouvelles condamnations à mort s'ajoutent aux 5 encore en suspens.
— Au Liban, malgré un ordre de cessez-le-feu, la guerre civile fait rage à Beyrouth.

VENDREDI 19. — Au Portugal, un sixième gouvernement provisoire est constitué : les trois partis socialiste, communiste, populaire démocratique y participent avec une très nette prédominance des socialistes.

SAMEDI, 20. — Le nouveau gouvernement portugais, présidé par l'amiral de Azevedo, entend « restaurer l'économie » et consolider les conquêtes révolutionnaires.
— Les ouvriers de « Nice-Matin » ont voté la reconduction d'une grève qui empêche la parution du journal depuis le 13 septembre.

MARDI, 23. — Première « journée d'action » de la rentrée sociale organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T.
— Deuxième tentative de meurtre sur le président des U.S.A., Gerald Ford.

MERCREDI, 24. — Les travailleurs de « Nice-Matin » ont voté la reprise du travail.
— On apprend la mort de Saint-John Perse, poète, prix Nobel 1960 (alias Alexis Léger, ex-secrétaire général des Affaires Etrangères).
— Mario Soarès, leader du parti socialiste portugais, est reçu par le président de la République.

JEUDI 25. — Un émissaire du gouvernement français rencontre le chef des rebelles du Tibesti en vue de la libération de Mme Claustre, détenue en otage.
— A Vienne, réunion de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole pour décider une nouvelle hausse du prix du brut.
— Le projet de budget français pour 1976 prévoit une augmentation du prix des tabacs et des alcools, ainsi qu'une taxe sur les films pornographiques.
— Manifestation de soldats à Lisbonne contre le gouvernement.

VENDREDI, 26. — Selon l'ultime décision de Franco, cinq des onze condamnés à mort en Espagne doivent être exécutés.
— Des manifestants du Livre parisien interrompent les opérations de la Bourse des valeurs ; dans la bousculade deux hommes, dont un commissaire de police, meurent d'une crise cardiaque.

SAMEDI 27. — En Espagne, cinq des onze condamnés à mort sont fusillés. Immense vague de réprobation en Europe et dans le monde.
— En Angola, la guerre s'installe entre les différents partis nationalistes, tandis que les réfugiés portugais affluent à l'aéroport de Lisbonne.
— Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., dans une interview à l'hebdomadaire « l'Unité », critique à la fois le P.C. et le P.S.

DIMANCHE 28. — A Vienne, les pays exportateurs de pétrole ont finalement décidé une hausse de prix de 10 % ; le nouveau prix sera « gelé » jusqu'en juin 1976.
— Le président portugais Costa Gomes est en visite officielle à Varsovie.

LUNDI 29. — Les forces armées portugaises occupent les stations de radio et de télévision de Lisbonne.

MARDI, 30. — Robert Fabre, président des radicaux de gauche, une des composantes de l'opposition, est reçu par le président Giscard d'Estaing.
— A la suite d'un accident mortel dans son usine, le directeur de l'entreprise H.G.D., dans le Pas-de-Calais, est incarcéré.
— Au congrès du parti travailliste britannique, la lutte contre le fascisme espagnol ressoude un moment l'unité.
— Grève générale au pays basque espagnol.

LES ÉDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert, 75018 Paris - Tél. : 607.02.06 - C.C.P. 21764.88 Paris

Commandez nos ouvrages et nos brochures, parmi lesquels :

POUR UNE LECTURE OUVRIERE DE LA LITTERATURE de Pierre AUBERY .... 12 F

LA COMMUNE VIVANTE (Rêve d'un monde nouveau) de A.F. de JAGER .... 5 F
Image d'une société de travailleurs libres. L'étalon-travail.

UN INDIVIDUALISTE DANS LE SOCIAL : HAN RYNER de Louis SIMON .... 10 F

LA DIALECTIQUE SCIENTIFIQUE de Robert LOUZON .... 5 F

LA PRESSE QUOTIDIENNE. Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent. de Nicolas FAUCIER ... 15 F

J'AVAIS VINGT ANS de René MICHAUD .... 13 F
Un jeune ouvrier au début du siècle.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORÉ

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.